ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "adaptant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, à la première directive du Conseil des Communautés européennes du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers", a donné le 14 juillet 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e maart 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende aanpassing van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan de eerste richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 9 maart 1968 strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 58 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in die vennootschappen als van derden, zulks ten einde die waarborgen gelijkwaardig te maken", heeft de 14e juli 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

La directive 68/151 du Conseil des Communautés européennes du 9 mars 1968 (J.O.C.E. du 14 mars 1968) prescrit, sur base de l'article 54, § 3, g, du Traité de Rome, des mesures "tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers".

Ces mesures sont toutefois limitées :

a) pour la Belgique, aux formes de sociétés suivantes : la société anonyme, la société en commandite par actions et la société de personnes à responsabilité limitée (article 1er);

b) pour ces trois formes de sociétés, à trois matières : la publicité obligatoire, selon des modes et avec des effets déterminés, des actes de la société et d'indications la concernant (articles 2 à 6), la validité des engagements de la société (articles 7 à 9), et la réglementation limitative des causes et des effets de la nullité de la société (articles 10 à 12).

Le projet a sans doute pour objet, comme son intitulé l'indique, d'adapter à cette directive les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.

.../...

Mais il dépasse, dans de nombreuses dispositions, les limites d'une simple adaptation, soit en étendant les mesures prescrites par la directive à toutes les formes de sociétés, soit en réglementant des matières étrangères à la directive.

Ainsi, le projet étend à toutes les formes de sociétés le système du dépôt, dans un dossier ouvert au nom de chaque société par les services du registre du commerce (article 10 nouveau, § 2), de tous les actes, même autres que ceux prévus par la directive, soumis par les lois coordonnées à dépôt au greffe ou à publication (article 12 nouveau). Il applique également à tous les types de sociétés les articles 7 et 8 de la directive concernant la validité d'engagements pris au nom de la société, et, sauf quant aux causes de nullité, les dispositions de la directive relatives à la nullité de la société.

De même, le projet, en dehors des matières régies par la directive, modifie les dispositions des lois coordonnées concernant :

1° la publication de la nomination et de la cessation des fonctions des liquidateurs (article 12 nouveau, § 1er, 3° ;

2° l'infraction de défaut de publication des comptes sociaux dans les sociétés coopératives (article 201 nouveau, 3° quater);

3° l'extension des pouvoirs conférés au conseil d'administration des sociétés anonymes (article 54 nouveau) et aux gérants des sociétés de personnes à responsabilité limitée (article 130 nouveau).

.../...

A propos de cette dernière extension, l'exposé des motifs signale (sous le titre : "Article 9 de la directive") que le projet s'inspire "dès à présent des textes de l'avant-projet de loi sur la réforme des sociétés commerciales". Le Conseil d'Etat n'a pas connaissance de ces textes et présume que le projet s'en sera également inspiré dans ses autres dispositions étrangères au domaine propre de la directive. Il appartiendra au Parlement d'apprécier s'il ne serait pas préférable de légiférer sur ces matières sans les séparer de l'examen d'ensemble du projet général de réforme des sociétés, dans lequel elles seraient normalement insérées; les mesures qu'il prendrait actuellement pourraient, en effet, devoir être revues pour les mettre en harmonie avec celles qu'il prendrait à l'occasion de ce projet d'ensemble.

II.

Le projet ne se borne d'ailleurs pas à modifier les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A maints égards, il traite de points qui touchent aux lois et arrêtés relatifs au registre du commerce et il conviendrait, dès lors, ne fut-ce que par souci d'une bonne coordination de l'action administrative, que le projet soit également proposé et contresigné par le Ministre des Classes moyennes sur proposition duquel furent également pris les lois des 3 juillet 1956 et 16 août 1963, ainsi que l'arrêté du 20 juillet 1964 qui les coordonne et l'arrêté royal d'exécution du 18 août 1964.

.../...

La directive prescrit l'ouverture d'un dossier auprès soit d'un registre central, soit d'un registre du commerce ou registre des sociétés, pour chacune des sociétés qui y est inscrite. Tous les actes et indications obligatoirement soumis à publicité en vertu de son article 2 y sont versés et copie doit pouvoir en être obtenue (article 3, §§ 1er à 3). Ils font en outre l'objet dans un bulletin national, d'une publication qui peut être, au choix de l'Etat, soit intégrale, soit par extrait, soit sous forme d'une mention signalant le dépôt du document au dossier, et ils ne sont en principe opposables aux tiers qu'après cette publication, le texte ainsi publié ne pouvant au surplus leur être opposé en cas de discordance avec le texte déposé au dossier (article 3, §§ 4 à 6). Les lettres et notes de commande doivent porter, notamment, l'indication du registre auprès duquel le dossier est ouvert, ainsi que le numéro d'immatriculation de la société dans ce registre (article 4).

Le projet utilise l'organisation existante du registre du commerce pour la tenue du dossier prescrit (article 10 nouveau, § 2, et article 12 du projet) et lui confie ainsi une mission nouvelle; il maintient, en général, les modalités actuelles de publication en entier ou par extraits aux annexes du Moniteur.

A. La directive soumet aux mesures de coordination qu'elle prescrit les dispositions législatives et réglementaires des Etats membres "relatives aux formes de sociétés suivantes" (article 1er), sans distinction selon leur objet social, qu'il soit commercial ou non.

.../...

L'article 58, alinéa 2, du traité de Rome, auquel se réfère l'article 54, § 3, g (sur base duquel la directive a été prise), précise d'ailleurs que "par sociétés on entend les sociétés de droit civil ou commercial ... ".

La directive s'applique donc non seulement aux sociétés commerciales mais aussi aux sociétés civiles à forme commerciale. Le projet consacre au reste cette application en n'apportant aucune modification à l'article 212 des lois coordonnées aux termes duquel les sociétés dont l'objet est de nature civile peuvent, sans perdre ce caractère, emprunter les formes des sociétés commerciales, en se conformant aux dispositions des dites lois.

Or, à l'exception des sociétés à forme commerciale dont l'objet est l'exercice d'une activité artisanale et que l'article 3 de la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat répute commerciales pour l'application des lois sur le registre du commerce, les sociétés civiles ayant emprunté les formes des sociétés commerciales ne sont pas soumises aux lois relatives au registre du commerce coordonnées le 20 juillet 1964. Celles-ci ne visent, en effet, que l'immatriculation "d'un commerçant" (articles 1er et 2) et toute personne physique ou morale qui se propose d'exercer, par l'exploitation soit d'un établissement principal, soit d'une agence,"une activité commerciale" (article 4), toute "société commerciale" belge devant, en outre, être immatriculée au registre du commerce du tribunal dans le ressort duquel se trouve son siège social (article 6). L'article 9 ne vise aussi que la

.../...

déclaration d'une "société commerciale", exerçant une "activité commerciale" (article 9, 4°, 7° et 8°). L'immatriculation au registre du commerce fait, au reste, présumer, sauf preuve contraire, la qualité de commerçant (article 3).

Ainsi, le projet modifie en tout cas implicitement les lois et arrêtés relatifs au registre du commerce en étendant, dans une certaine mesure, leur application à des sociétés civiles. S'il n'entend pas les soumettre à ces lois, le projet engendrera des confusions : ainsi, les sociétés civiles à forme de société anonyme, de société en commandite par actions ou de société de personnes à responsabilité limitée seront tenues, respectivement en vertu des articles 81, 114 et 138 nouveaux, d'indiquer "dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces" émanant d'elles, les mots "Registre du commerce" ou "Handelsregister" suivis"de l'indication du siège du tribunal dans le ressort duquel la société a son siège social et du numéro d'immatriculation". Les tiers croiront ainsi qu'il s'agit d'une société commerciale et estimeront pouvoir alléguer la présomption de commercialité de l'article 3 des lois relatives au registre du commerce, avec toutes les conséquences qui s'y attacheraient.

Il est pour le moins douteux que l'on puisse, pour éviter ces confusions, créer un registre des sociétés civiles à forme commerciale distinct du registre du commerce et ayant ses immatriculations propres : l'article 3, § 1er, de la directive paraît bien n'admettre qu'un seul registre auprès duquel les dossiers doivent être tenus; la solution ne serait, au reste, guère pratique.

.../...

Une autre solution serait de considérer comme commerciale, pour la seule application de certaines des dispositions des lois relatives au registre du commerce, toute société, même si son objet social est de nature civile, dès lors qu'elle emprunte les formes des sociétés commerciales. Mais cela implique à nouveau des modifications à ces lois et l'adaptation de certaines de leurs dispositions, comme de celles des arrêtés d'exécution, notamment au sujet des activités à déclarer et de leur nomenclature à déterminer par le Roi (articles 9 et 10 des dites lois).

Il en serait de même dans une solution radicale, recommandée par maint auteur et peut-être envisagée dans l'avant-projet de loi de réforme des sociétés commerciales qui consisterait à considérer à tous points de vue comme commerciale, toute société à forme commerciale, quel que soit son objet social. Mais cette solution qui ne semble possible qu'en fonction d'une refonte générale du régime des sociétés, conduira aussi à une modification des lois et arrêtés relatifs au registre du commerce.

Quelle que soit la solution qui serait adoptée, la modification de ces lois et, par conséquent, de leurs arrêtés d'exécution, impliquerait une intervention du Ministre des Classes moyennes.

.../...

B. A d'autres points de vue, le projet aboutit à une dualité ou à la possibilité d'une confusion du régime qu'il organise et des dispositions des lois et arrêtés sur le registre du commerce.

1) Comme il a été dit, les nouveaux articles 81, 114 et 138 imposent aux sociétés qui y sont visées l'obligation de mentionner dans les pièces émanées d'elles les mots "Registre du commerce" suivis de l'indication du siège du tribunal dans le ressort duquel la société a son siège social et du numéro d'immatriculation.

Par contre, l'article 39 des lois relatives au registre du commerce impose, sous la sanction pénale de l'article 49, la mention des mêmes mots "suivis de l'indication du siège du tribunal de l'établissement et du numéro d'immatriculation". Une immatriculation doit au reste être demandée au registre du ressort de chaque établissement, succursale ou agence (article 4), et de celui du siège social (article 6).

Bien que l'exposé des motifs (sous le titre "Article 4 de la directive") laisse croire qu'il n'en serait plus ainsi, le texte même du projet ne comporte aucune abrogation desdits articles 39 et 49, qui se meuvent d'ailleurs dans un champ d'application différent avec une utilité propre à l'activité des établissements multiples, de manière telle qu'en principe la coexistence des deux catégories de dispositions n'est pas incompatible. Cela conduira, dans certains cas, à l'indication dans les actes de deux numéros d'immatriculation différents : celle du siège social et celle de l'établissement situé dans un ressort distinct.

.../...

2) La directive laisse le choix, quant à la publication au bulletin national, des actes déposés au dossier, entre une publication in extenso, par extrait, ou par mention du dépôt. Le projet a opté pour les publications in extenso ou, parfois, par extrait.

Dans son avis du 28 octobre 1964 sur le projet de directive (J.O.C.E. du 27 novembre 1964, 3245/64), le Comité économique et social relevait que "l'existence d'un dépôt obligatoire supprime la nécessité d'une publication intégrale dans le journal, laquelle est inutilement onéreuse; celle-ci serait avantageusement remplacée par la publication d'un avis sommaire avec référence au dépôt effectué" (J.O.C.E. 3253/64). Les intéressés peuvent, en effet, obtenir, contre payement des frais administratifs, copie des actes et pièces déposés, dont le texte l'emportera en cas de discordance avec le texte publié. Il aurait donc été possible d'alléger les règles de la publicité aux annexes du Moniteur, onéreuse à la fois pour les petites entreprises et pour les services administratifs, au point que l'on envisage de porter de dix à quinze jours le délai de publication aux annexes du Moniteur, alors qu'il pourrait être réduit par le système d'une publication par mention.

Quoi qu'il en soit de cette option, que l'on suppose conforme à la position qui sera adoptée par l'avant-projet de réforme des sociétés commerciales, mais qui pourrait être discutée lors de l'examen général de ce projet, l'on constate que le système combiné des règles sur le registre du commerce et de la publication retarde inutilement le commencement de l'activité d'une société.

.../...

En effet, la déclaration d'immatriculation d'une société au registre du commerce doit comporter la date et le numéro des annexes du Moniteur où sont publiés ses statuts ainsi que les modifications éventuelles aux statuts (article 9, 3°, des lois coordonnées); le greffier doit légalement refuser tout formulaire ne comportant pas ces indications (article 23). Et aucune pièce ne peut émaner de la société avant cette immatriculation, en vertu de l'article 39, sous les sanctions pénales de l'article 45. Les statuts seront cependant déposés au dossier ouvert, en vertu de la directive, au greffe chargé d'assurer cette publication et copie pourra en être délivrée à tout intéressé, même avant la publication. Il serait plus pratique de modifier, sur ces points, les lois sur le registre du commerce en autorisant l'immatriculation, et donc l'attribution d'un numéro, dès la remise au greffe du formulaire et des statuts à déposer au dossier . Ceci permettrait à la société de commencer immédiatement son activité, étant entendu que les services du registre du commerce, qui reçoivent les annexes du Moniteur, compléteraient eux-mêmes le formulaire par l'indication de la date et du numéro de publication des actes ou extraits d'actes.

Les mêmes observations valent pour les inscriptions modificatives rendues nécessaires par une modification dont les lois sur les sociétés prescrivent la publication aux annexes du Moniteur (articles 14, alinéa 3, et 17 des lois relatives au registre du commerce).

.../...

Enfin, en imposant que le dépôt des actes se fasse au greffe dans le ressort duquel se trouve le siège social, le projet supprime la faculté que l'article 14, alinéa 2, des lois sur le registre du commerce accorde au commerçant titulaire d'immatriculations dans des greffes différents, de demander son inscription modificative à un seul de ces greffes.

III.

Le projet devrait également être proposé et contresigné par le Ministre des Finances, en ce qu'il comporte nécessairement une modification au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

L'article 3, § 3, de la directive prévoit que la copie intégrale ou partielle de tout acte ou indication déposés au dossier doit pouvoir être obtenue par correspondance "sans que le coût de cette copie puisse être supérieur au coût administratif".

Aussi, alors que l'article 10, alinéa 5, actuel des lois sur les sociétés commerciales prévoit que la délivrance de copies a lieu "moyennant paiement des droits de greffe", l'article 10, § 2, alinéa 2, nouveau, dispose que la copie des actes déposés au dossier peut être obtenue "sans autre paiement que celui des frais de greffe". Le projet se conforme ainsi à la directive qui, en précisant que le coût de la copie ne peut excéder le "coût administratif", exclut l'exigibilité d'un impôt proprement dit sur la délivrance de la copie.

.../...

Or, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe établit, "sous le nom de droits de greffe", un impôt (article 268) sur certaines opérations, notamment un droit d'expédition, variable selon les juridictions (ce qui souligne, s'il en était besoin, son caractère d'impôt indépendant, en soi, du coût administratif), sur la délivrance des expéditions, copies ou extraits délivrés dans les greffes, en ce compris ceux des actes relatifs à l'exécution de la loi sur le registre du commerce (articles 268, 1°, 271 , 272 et 280), ainsi qu'un droit de recherche des actes (article 276).

Il s'impose dès lors de consacrer une disposition expresse à l'exemption de ces droits de greffe (cfr. article 40 du texte proposé par le Conseil d'Etat), sauf à autoriser le Roi à établir le tarif des frais de délivrance des copies (article 4, § 3, du même texte).

EXAMEN DU TEXTE DU PROJET.

Intitulé.

Comme il a été dit, le projet ne se borne pas à une adaptation des lois coordonnées sur les sociétés commerciales à la directive; son intitulé, fort long, donne une idée trop partielle de la portée du projet.

Vu son étendue, il est proposé de l'intituler : "Projet de loi modifiant la législation sur les sociétés commerciales".

.../...

Présentation générale.

Sous réserve de ses articles 2 (complétant le Code judiciaire sur une question de tierce-opposition) et 3 (fixant la date de sa mise en vigueur), toutes les dispositions du projet sont concentrées dans l'article ler, subdivisé en 25 paragraphes dont chacun modifie, remplace ou complète, parfois fort longuement, de nombreux articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Il est préférable , pour la clarté du texte, de diviser le projet en articles et non en paragraphes.

L'exposé des motifs commente très clairement les dispositions du projet en suivant l'ordre de la directive pour souligner les adaptations commandées par cette dernière et les extensions qu'il lui donne. Souvent les adaptations et extensions d'un même article de la directive influencent des dispositions très différentes du projet.

Le présent avis examine les articles du projet dans l'ordre de leur présentation. Il se termine par un projet de texte d'ensemble, auquel il se réfèrera.

Article ler du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Le texte actuel de l'article 4 des lois coordonnées est le suivant :

"Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés coopératives sont, à peine de nullité, formées par des actes spéciaux, publics ou sous signature privée, en se conformant, dans ce dernier cas, à l'article 1325 du Code civil. Il suffit

.../...

de deux originaux pour les sociétés coopératives.

La société anonyme, les sociétés de personnes à responsabilité limitée et les sociétés en commandite par actions sont, à peine de nullité, constituées par des actes publics.

Toutefois, ces nullités ne peuvent être opposées aux tiers par les associés; entre les associés, elles n'opèrent qu'à dater de la demande tendant à les faire prononcer".

L'article 1er du projet du Gouvernement abroge l'alinéa 2, qui est conforme à l'article 10 de la directive relatif à la forme authentique des trois types de sociétés auxquels la directive est applicable.

Après cette abrogation, le § 2 du projet reproduit sans modification en un article 4bis nouveau des lois coordonnées, le texte même que le § 1er abroge.

On n'aperçoit pas l'intérêt de ce qui ne constitue qu'une scission de deux alinéas en deux articles.

Il suffit donc d'abroger l'article 4, alinéa 3, des lois coordonnées, concernant le régime actuel des nullités qui n'est plus conforme aux prescriptions de la directive, étendues par le projet à toutes les sociétés.

.../...

Articles 2 et 3 du texte proposé.

La matière de la publication des actes de société est réglée de manière peu rationnelle par les lois coordonnées. Les articles 6 à 8 concernent respectivement les actes à publier par extraits, les mentions variables et la signature de ces extraits. L'article 9 est relatif aux actes constitutifs à publier en entier et vise notamment ceux de la société coopérative, sans que son texte souligne une restriction imposée par l'article 6 pour le cas de responsabilité solidaire et illimitée des coopérateurs.

Le Conseil d'Etat propose de présenter ces articles dans un ordre plus logique.

L'article 6 nouveau des lois coordonnées (article 2 du texte proposé) concerne les actes constitutifs soumis à publication intégrale. Il reprend l'article 9 actuel des dites lois et il écarte toute ambiguïté en ce qui concerne les sociétés coopératives.

L'article 7 nouveau des dites lois (article 3 du texte proposé) concerne les actes à publier par extraits et les mentions que ces extraits doivent contenir selon les formes des sociétés visées.

L'article 8 actuel des dites lois relatif à la signature des extraits reste inchangé.

.../...

Article 4 du texte proposé.

Il s'indique de diviser les matières qui font l'objet de l'article 10 nouveau dans le projet du Gouvernement et de distinguer les dispositions qui concernent respectivement le dépôt des actes, la publication et l'opposabilité aux tiers.

Le dépôt des actes est visé à l'article 9 nouveau proposé.

A la différence du projet du Gouvernement (article 10, § 1er, alinéa 1er), la mention du "tribunal civil exerçant la juridiction consulaire" a été supprimée en raison des dispositions du Code judiciaire relatives aux tribunaux de commerce. L'article 42 du texte proposé assimilera au tribunal de commerce le tribunal civil siégeant consulairement jusqu'à la mise en vigueur de ces dispositions.

*

* *

.../...

L'article 186 du Code judiciaire énonce :

" Le siège des cours et tribunaux ainsi que le territoire sur lequel s'exerce leur juridiction est déterminé ainsi qu'il est dit aux articles 1er à 6 de l'annexe au présent Code.

Le Roi peut répartir les chambres d'une cour d'appel, d'une cour du travail, d'un tribunal de première instance, d'un tribunal du travail, d'un tribunal de commerce ou diviser un tribunal de police, en deux ou plusieurs sections.

Le Roi détermine le territoire sur lequel chaque section exerce sa juridiction selon les règles de la compétence territoriale, ainsi que le lieu où sont établis leur siège et leur greffe.

Une loi spéciale détermine le cadre du personnel des cours et tribunaux".

Dès que ce texte sera mis en vigueur, il pourra se faire que, sans que le siège social d'une société change, le greffe de la juridiction commerciale pourra être déplacé si le Roi répartit les chambres du tribunal de commerce entre deux localités.

La fixation du siège et du greffe d'une section du tribunal de commerce entraînera, selon toute vraisemblance, des conséquences en ce qui concerne l'immatriculation au registre du commerce.

L'article 10, § 1er,en projet, doit être lié aux articles 81, 114 et 138 également en projet. Ces trois dispositions exigent, en effet, "l'indication du siège du tribunal dans le ressort duquel la société a son siège social".

*

* *

.../...

L'article 9 proposé énonce, en son paragraphe 1er, les actes à déposer, en s'inspirant de l'article 10 nouveau, § 1er.

Pour que le texte relatif au dépôt des rapports des réviseurs d'entreprises soit clair par lui-même, il a été ajouté une référence aux articles 107 (société en commandite par actions) et 120bis (sociétés de personnes à responsabilité limitée).

Le paragraphe 2 de l'article 9 proposé ne reprend pas les mots "conformément aux lois coordonnées le 20 juillet 1964, sur le registre du commerce", figurant à l'article 10 nouveau, § 2. Ces lois ne prévoient pas, en effet, l'ouverture d'un tel dossier, qui n'est prévu que par l'article 2 de l'arrêté royal du 18 août 1964 pris pour leur exécution. Il est ici renvoyé aux observations générales en ce qui concerne l'opportunité d'une modification expresse de ces lois.

Article 5 du texte proposé.

Il concerne les formes de la publication prévues dans un article 10 nouveau des lois coordonnées correspondant à l'article 10, § 2, dans le projet du Gouvernement.

Celui-ci reprend de l'article 10 actuel la disposition prévoyant l'envoi des annexes du Moniteur aux greffes des cours et tribunaux, où chacun pourra en prendre connaissance. En fait, cette disposition est tombée en désuétude : l'envoi ne se fait pratiquement aujourd'hui qu'aux greffes de quelques juridictions, pour lesquelles le Ministère de la Justice a souscrit des abonnements. Vu le caractère complet qu'auront les dossiers tenus par le service du registre du commerce dans le système du projet, il est proposé de ne pas reprendre une disposition si peu appliquée.

.../...

Article 6 du texte proposé.

Il reprend, avec une modification de forme, en un article 10bis nouveau, les dispositions de l'article 10, § 4, dans le projet du Gouvernement, relatives à l'opposabilité aux tiers.

Article 7 du texte proposé.

L'article 1er, § 4, du projet du Gouvernement supprime dans l'article 11 actuel des lois coordonnées la partie finale relative à l'inopposabilité de l'acte non publié, régie par l'article précédent.

Il laisse donc subsister dans cet article les alinéas 1er et 2. Or ces dispositions instituaient une amende fiscale recouvrable par l'administration de l'enregistrement. Elles ont, depuis lors, été abrogées par l'article 290 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement et remplacées par les articles 256 à 258 figurant dans ce Code sous le chapitre XIX du titre Ier, intitulé "Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de sociétés soumis à publication". Le texte proposé supprime dès lors ces alinéas 1er et 2 de l'article 11.

Il conviendra de remplacer, dans l'article 256 du Code précité, la référence à l'article 10 des lois sur les sociétés par une référence à l'article 9 de ces mêmes lois. Il y est pourvu par l'article 39 du texte proposé. Cette modification requiert l'intervention du Ministre des Finances.

.../...

Article 8 du texte proposé.

Le texte proposé omet la partie finale de l'article 11bis figurant à l'article 1er, § 5, du projet du Gouvernement. Le renvoi aux articles 13 quater et quinquies nouveaux, concernant la nullité de la société, est inadéquat puisque la nullité ne frappera que la seule modification conventionnelle.

Le texte proposé règle le régime de la nullité dans son article 16 (article 13quater nouveau, § 3).

Articles 9 à 12 du texte proposé.

L'article 1er nouveau des lois coordonnées comprend, dans le projet du Gouvernement (article 1er, § 6), quatre paragraphes. Ceux-ci forment dans le texte proposé par le Conseil d'Etat (articles 9 à 12) les articles 12, 12bis, 12ter et 12quater.

En accord avec le fonctionnaire délégué, il a été précisé à l'article 12 nouveau, § 1er, 4°, que la décision judiciaire ne serait publiée que si elle était passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision. Le 4° a, en outre, été étendu aux décisions annulant une modification des statuts. Par souci de clarté et nonobstant l'article 107 des lois coordonnées, il a été fait mention des sociétés en commandite par actions.

.../...

Le paragraphe 2, 2° et 3°, de l'article 12 nouveau du projet du Gouvernement (article 12bis proposé) satisfait à l'obligation prescrite par l'article 3, § 2, de la directive de verser au dossier "tous les actes et toutes les indications qui sont soumis à publicité en vertu de l'article 2". Cet article soumet à publicité :

"b) les modifications ... (aux statuts);

c) après chaque modification de l'acte constitutif ou des statuts, le texte intégral de l'acte modifié dans sa rédaction mise à jour".

Mais l'article 3 de la directive impose aussi, dans son § 4, que les actes et indications visés en son § 2 fassent l'objet, dans le bulletin national, d'une publication, soit intégrale ou par extrait, soit sous forme d'une mention signalant le dépôt du document au dossier. Le projet du Gouvernement n'est pas conforme à cette prescription puisqu'il n'ordonne que le dépôt de ces actes et npn leur publication, même par mention. Il devrait donc être complété sur ce point, en présence du texte formel des articles 2, § 1er, b et c,et 3, § 2 et § 4 précités quelque secondaire que puisse apparaître la mention dont il s'agit concernant des modifications de dispositions non soumises à publication par extrait ou la rédaction mise à jour de textes publiés déjà intégralement ou par extrait.

L'article 12bis proposé cite également, sub 3°, la société en commandite par actions, dans le souci de précision déjà signalé.

.../...

Articles 13, 14 et 15 du texte proposé.

Ces articles n'appellent pas de commentaire (cfr. les articles 13, 13bis et 13ter nouveaux dans le projet du Gouvernement).

Article 16 du texte proposé.

L'ordre des articles 13quater et 13quinquies a été inversé aux fins d'une meilleure compréhension du texte. Dans le § 2 de l'article 13quater proposé, les mots "même par voie d'exception" ont été ajoutés à la suite des précisions fournies par le fonctionnaire délégué.

Articles 17 à 22 du texte proposé.

Ces articles n'appellent pas de commentaire.

Article 23 du texte proposé.

La référence de l'article 80, alinéa 1er, actuel, des lois coordonnées à l'article 10 des mêmes lois doit être adaptée au texte proposé et remplacée par une référence à l'article 12 nouveau (spécialement 12, § 1er, 1°) des mêmes lois, tel qu'il résulte de l'article 9 du projet du Conseil d'Etat.

.../...

Article 24 du texte proposé.

L'alinéa 1er du nouvel article 81 (article 1er, § 13, du projet) a été modifié dans la forme. Il convient de rappeler, au sujet de son 4°, les "Observations générales" (sub II, spécialement B, 1) du présent avis.

A la deuxième phrase de l'alinéa 2, le texte proposé souligne que "le capital" visé au projet est le capital libéré, et il précise l'objet de la mention qui devra être faite, dans l'esprit du projet, si le dernier bilan fait apparaître qu'il n'est plus intact.

Article 25 du texte proposé.

De l'ensemble du texte, tant actuel qu'en projet (article 1er, § 14) de l'article 82 des lois coordonnées, il résulte que la sanction prévue à la première phrase n'est pas applicable au "cas d'exagération du capital" visé spécialement à la deuxième phrase. Le texte proposé souligne la distinction à faire.

L'article 6 de la directive prescrit aux Etats membres de prévoir "des sanctions appropriées... en cas d'absence sur les papiers commerciaux des indications obligatoires prévues à l'article 4", à savoir de l'indication du registre et du numéro d'immatriculation. Il est douteux qu'en pratique, la personne intervenant dans un acte où cette indication serait omise, en infraction à l'article 81, alinéa 1er, puisse, "selon les circonstances", être déclarée responsable des engagements qui y sont pris

.../...

par la société. S'agit-il bien, dès lors, d'une sanction appropriée ? L'article 49 des lois sur le registre du commerce prévoit une sanction pénale pour l'omission de l'indication du numéro du registre du commerce de l'établissement (mais non de celui du siège social). A défaut de modification de ces lois, il ne serait donc pas applicable à la méconnaissance de l'article 81, alinéa ler, nouveau.

Lacune présentée par le projet au sujet de l'article 110 des lois coordonnées.

Le projet omet d'appliquer aux sociétés en commandite par actions les prescriptions édictées par l'article 9 de la directive pour les actes accomplis par leurs organes en dehors de l'objet social et pour l'inopposabilité aux tiers des limitations statutaires de leurs pouvoirs.

Il est, à nouveau, douteux que l'application générale de l'article 107 permettrait d'étendre aux gérants de ces sociétés les modifications apportées par le projet dans les articles 54, 63 et 63bis nouveaux au régime des sociétés anonymes, alors que l'article 110 continue à disposer que "la gérance appartient à des associés désignés dans les statuts et dont les droits sont aussi fixés par les statuts"

Le projet devrait donc être complété sur ce point dans la ligne indiquée par l'exposé des motifs sous le titre "Article 9 de la directive".

Article 26 du texte proposé.

L'article 114 nouveau (article ler, § 15, du proj des lois coordonnées reproduit, mutatis mutandis, pour le

.../

sociétés en commandite par actions, les règles de l'article 89 relatives aux sociétés anonymes. Il appelle le même commentaire que l'article 24 proposé.

Il paraît douteux que, selon le voeu du projet (exposé des motifs sous le titre "Article 6 de la directive", alinéa 2), le seul article 107 suffise à rendre applicables aux sociétés en commandite par actions les sanctions édictées par l'article 82 pour l'omission des mentions prévues par l'article 81 pour les documents émanés de sociétés anonymes (notamment de la mention "Société anonyme").

Si, "par souci de clarté et nonobstant l'article 107" (exposé des motifs sous le titre "Alinéa 2 de l'article 4 de la directive"), le projet introduit dans l'article 114 nouveau les mêmes textes que dans l'article 81, il convient, dans le même souci, d'y étendre les sanctions de l'article 82.

Article 27 du texte proposé.

Indépendamment des modifications de forme apportées au nouvel article 123 (article 1er, § 16, du projet), il y a lieu de constater que le projet ne prévoit pas de sanction pour l'hypothèse où , contrairement à l'article 119, alinéa 2, (qui n'est pas modifié), le mari et la femme seraient associés dans une société de personnes à responsabilité limitée en dérogeant "aux diverses dispositions du Code (civil) touchant les conventions entre époux", spécialement les conventions matrimoniales.

.../...

Il est douteux que l'article 11, 2, b, de la directive, en admettant parmi les cas de nullité celui du caractère illicite ou contraire à l'ordre public de "l'objet de la société", aurait entendu donner à ces termes une portée différente de celle des mots "objet social" utilisés au littera c du même article 11, 2°, et à l'article 9, § 1er. Le Gouvernement les identifie d'ailleurs en employant à l'article 13ter nouveau, alinéa 1er, 3°, les mots "objet social" au lieu d'objet de la société. En supprimant dans l'article 123 nouveau, 6°, la référence que l'article 123 actuel, 4°, faisait à "la nullité de la société dérivant de l'inobservation des articles 4, 118 et 119", il semble donc que le projet écarte, en application de la directive, la nullité de la société de personnes à responsabilité limitée où deux époux interviendraient en violation de leurs conventions matrimoniales. Il n'y substitue cependant aucune autre sanction.

La suppression de l'article 118 dans le texte actuel de l'article 123, 4°, paraît également devoir être interprétée comme écartant désormais la nullité de la société qui, contrairement à l'article 118, aurait "pour objet l'assurance, la capitalisation ou l'épargne". L'article 11 de la directive admet cependant parmi les cas désormais limitatifs de nullité, "le caractère illicite ou contraire à l'ordre public de l'objet de la société", et l'article 13ter nouveau consacre cette nullité. Or l'interdiction prévue par l'article 118 rend illicite, pour les sociétés de personnes à responsabilité limitée, un objet consistant dans l'assurance, la capitalisation et l'épargne. L'exposé des motifs n'explique pas les raisons pour lesquelles la nullité est, indirectement, écartée dans ce cas par le projet. Il n'y substitue pas davantage une autre sanction.

.../...

Article 28 du texte proposé.

Cet article n'apporte que des modifications de forme à l'article 130 nouveau (article 1er, § 17, du projet).

Articles 29 et 30 du texte proposé.

L'article 138 nouveau (article 1er, § 18, du projet) est scindé en deux articles concernant respectivement les mentions à faire dans les documents, et les sanctions de leur omission, comme il a été fait dans les articles 81 et 82 pour les sociétés anonymes.

Articles 31 à 37 du texte proposé.

Ces articles n'apportent que des modifications de forme aux §§ 19 à 25 de l'article 1er du projet.

Article 38 du texte proposé.

Cet article abroge l'article 214 des lois coordonnées qui est devenu sans application.

Articles 39 et 40 du texte proposé.

La justification de ces articles a été donnée respectivement dans le commentaire de l'article 8 proposé et dans les "Observations générales" (sub III) du présent avis.

Article 41 du texte proposé.

Cet article n'appelle aucun commentaire.

.../...

Article 42 du texte proposé.

Cette disposition a été commentée à propos de l'article 4 proposé.

Article 43 du texte proposé.

Cet article correspond à l'article 3 du projet. La date du 11 septembre 1969 n'y a pas été reprise pour des raisons évidentes.

TEXTE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LEGISLATION RELATIVE AUX SOCIETES COMMERCIALES.

...

...

Article 1er.-

L'article 4, alinéa 3, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, est abrogé.

Article 2.-

L'article 6 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Les actes des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés coopératives autres que les sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres, sont publiés en entier aux frais des intéressés.

Les mandats authentiques ou sous seing privé, annexés à ces actes, ne sont pas soumis à publication".

.../...

Article 3.-

L'article 7 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7.

§ 1er. Les actes des sociétés en nom collectif, des sociétés en commandite simple, des sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres et des sociétés de personnes à responsabilité limitée sont publiés par extrait aux frais des intéressés.

§ 2. Pour les sociétés en nom collectif et en commandite simple, l'extrait contient :

1° la désignation précise ... ;

2° la raison de commerce ... ;

3° la désignation des associés ... ;

4° l'indication des valeurs ... ;

5° la désignation précise des commanditaires ... ;

6° l'époque où la société ...

§ 3. Pour les sociétés de personnes à responsabilité limitée ainsi que pour les sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres, l'extrait contient :

.../...

1° la désignation précise ... ;

2° la raison sociale ... ;

3° son siège social ;

4° l'objet ... ;

5° le montant ... ;

6° la manière ... ;

7° l'époque où la société ... ;

8° la désignation des personnes ... ;

9° le début ... ;

10° éventuellement, les jours ... ".

Article 4.-

L'article 9 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. § 1er. Sont déposés au service du registre du commerce tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social, dans la quinzaine de la date des actes définitifs, les documents suivants :

.../...

1° en ce qui concerne les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions, deux expéditions des actes, dont l'une est destinée à la publication;

2° en ce qui concerne les sociétés de personnes à responsabilité limitée, une expédition de l'acte ainsi qu'un extrait destiné à la publication;

3° en ce qui concerne les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres, une expédition ou un double des actes ainsi qu'un extrait destiné à la publication;

4° en ce qui concerne les sociétés coopératives autres que celles à responsabilité solidaire et illimitée des membres, deux expéditions ou deux doubles des actes, dont l'un est destiné à la publication.

Les mandats authentiques ou sous seing privé, annexés aux actes visés à l'alinéa 1er, ainsi que les rapports des reviseurs d'entreprises prescrits par les articles 29bis, 34, 107 et 120bis sont déposés, en original ou en expédition, en même temps que les actes auxquels ils se rapportent.

Il sera donné récépissé des documents déposés.

.../...

§ 2. Les documents déposés conformément au § 1er et non destinés à la publication sont versés dans un dossier tenu pour chaque société, par le service du registre du commerce.

Toute personne peut prendre connaissance gratuitement des documents déposés et en obtenir, même par correspondance, copie intégrale ou partielle, sans autre paiement que celui des frais de délivrance de la copie demandée, à l'exclusion de toute perception de caractère fiscal.

Les copies sont certifiées conformes à l'original, à moins que le demandeur ne renonce à cette formalité.

§ 3. Le Roi arrête les formes et les conditions du dépôt ainsi que le tarif des frais de délivrance des copies".

Article 5.-

L'article 10 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 et la loi du 30 juin 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. La publication a lieu dans les annexes du Moniteur belge; elle doit être faite dans les dix jours du dépôt, à peine de dommages et intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.

Le Roi arrête les formes et les conditions de la publication et détermine quels fonctionnaires sont chargés de la réception et de l'envoi des actes".

.../...

Article 6.-

Un articles 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées:

"Article 10bis. Les actes ou extraits d'actes ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur publication aux annexes du Moniteur belge, sauf si la société prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.

Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes ou extraits non encore publiés.

Pour les opérations intervenues avant le seizième jour qui suit celui de la publication, ces actes ou extraits d'acte ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent qu'ils ont été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.

En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux annexes du Moniteur belge, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que la société ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé".

Article 7.-

L'article 11 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. Toute action intentée par une société dont l'acte constitutif n'aura pas été publié aux annexes du Moniteur belge, conformément aux articles précédents, sera non recevable".

.../...

Article 8.-

Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 11bis. Toute modification conventionnelle aux actes de société doit, à peine de nullité, être faite en la forme requise pour l'acte constitutif de la société".

Article 9.-

L'article 12 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. § 1er. Sont déposés et publiés conformément aux articles précédents :

1° les actes soumis par la loi à publication aux annexes du Moniteur belge;

2° les actes apportant des changements aux dispositions dont la loi prescrit le dépôt et la publication;

3° les actes déterminant le mode de liquidation et les pouvoirs des liquidateurs, si ces pouvoirs ne sont pas , expressément et exclusivement, définis par la loi ou les statuts;

4° l'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la dissolution ou la nullité de la société, ou prononçant la nullité des modifications aux statuts; cet extrait doit contenir :

.../...

a) la raison sociale ou la dénomination de la société et le siège de la société;

b) la date de la décision et le juge qui l'a prononcée;

c) le cas échéant, les noms et prénoms et l'adresse des liquidateurs.

§ 2. Font l'objet d'une déclaration signée des organes compétents de la société :

1° la nomination et la cessation des fonctions :

a) des administrateurs, gérants et commissaires, des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés de personnes à responsabilité limitée;

b) des délégués à la gestion journalière dans les sociétés anonymes;

c) des liquidateurs dans les sociétés qui ont la personnalité juridique;

2° la dissolution de la société par expiration de son terme ou pour autre cause;

3° le décès d'une des personnes mentionnées au 1°.

Ces déclarations sont déposées et publiées conformément aux articles précédents".

Article 10.-

Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 12bis. Sont déposés au service du registre du commerce, tenu au greffe du tribunal de commerce, conformément à l'article 9, § 1er :

.../...

1° les actes soumis par les présentes lois à dépôt au greffe du tribunal de commerce;

2° les actes modificatifs de l'acte constitutif d'une société de personnes à responsabilité limitée qui ne sont pas soumis à publication par extrait aux annexes du Moniteur belge;

3° après chaque modification des statuts d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société de personnes à responsabilité limitée, le texte intégral des statuts dans une rédaction mise à jour".

Article 11.-

Un article 12ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 12ter. La radiation de l'immatriculation de la société du registre du commerce est publiée aux annexes du Moniteur belge conformément à l'article 10, alinéa 1er".

Article 12.-

Un article 12quater, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 12quater . Les actes et documents dont la publicité est prescrite par les articles 12 à 12ter, sont opposables aux tiers dans les conditions prévues à l'article 10bis".

Article 13.-

L'article 13 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"L'accomplissement ...(la suite comme au projet)..".

Article 14.-

Un article 13bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 13bis. Ceux qui, pour une société en formation, avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique, ont pris un engagement, à quelque titre que ce soit, même en se portant fort ou comme gérant d'affaires, en sont personnellement et solidairement responsables ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 15.-

Un article 13ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 13ter. La nullité d'une société ... que dans les cas suivants :

1° si l'acte constitutif n'est pas établi en la forme authentique;

2° si cet acte ne contient aucune indication au sujet de la dénomination de la société, de l'objet social, des apports ou du montant du capital souscrit;

3° ... (comme au projet) ... ;

4° ... (comme au projet) ...

Si les clauses (la suite comme au projet) ... ".

Article 16.-

Un article 13quater, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

.../...

"Article 13quater.- § 1er. La nullité d'une société dotée de la personnalité juridique doit être prononcée par une décision judiciaire.

Cette nullité produit ses effets à dater de la décision qui la prononce.

Toutefois, elle n'est opposable aux tiers qu'à partir de la publication de la décision prescrite par l'article 12, § 1er, 4°, et aux conditions prévues par l'article 10bis.

§ 2. La nullité pour vice de forme, par application de l'article 4 ou de l'article 13ter, alinéa 1er, 1° ou 2°, d'une société dotée de la personnalité juridique, ne peut être opposée par la société ou par un associé aux tiers, même par voie d'exception, à moins qu'elle n'ait été constatée par une décision judiciaire publiée conformément au § 1er.

§ 3. Les §§ 1er et 2 sont applicables à la nullité des modifications conventionnelles aux actes des sociétés par application de l'article 11bis".

Article 17.-

Un article 13quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 13quinquies. La nullité d'une société prononcée

...

La nullité ne porte pas atteinte ...

Les tribunaux ... (la suite comme au projet, article 13sexies, sauf à écrire à l'alinéa 3, dans le texte néerlandais : de vereffenaars)".

.../...

Article 18.-

L'article 35, 4°, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 juin 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"De la réparation ... (la suite comme au projet)..."

Article 19.-

L'article 54 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 54. Le conseil ...

Il représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les restrictions ...

Toutefois, les statuts ... les conditions prévues à l'article 10bis ...(la suite comme au projet) ...".

Article 20.-

L'article 63 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 63. La gestion journalière ...

Leur nomination... les conditions prévues par l'article 10bis.

La responsabilité ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 21.-

Un article 63bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 63bis. La société ... (la suite comme au projet)..."

.../...

Article 22.-

Dans l'article 72, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, les mots "par l'article 10" sont remplacés par les mots "par les articles 9 et 10".

Article 23.-

Dans l'article 80, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 14 mars 1968, les mots "par l'article 10" sont remplacés par les mots "par l'article 12".

Article 24.-

L'article 81 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 81. Tous les actes, factures, annonces, publications , lettres, notes de commande et autres documents émanés des sociétés anonymes doivent contenir :

1° la dénomination sociale;

2° la mention "société anonyme" reproduite lisiblement et en toutes lettres, placée immédiatement avant ou après la dénomination sociale;

3° l'indication précise du siège social;

4° les mots "registre du commerce" ou "handelsregister", ou les initiales "R.C." ou "H.R.", accompagnés de l'indication du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social, et suivis du numéro d'immatriculation .

.../...

Si les pièces indiquées à l'alinéa 1er mentionnent le capital social, celui-ci devra être le capital libéré tel qu'il résulte du dernier bilan. Si celui-ci fait apparaître que ce capital libéré n'est plus intact, mention doit être faite de l'actif net tel qu'il résulte du dernier bilan.

Tout changement du siège social est publié aux annexes du Moniteur belge par les soins des administrateurs".

Article 25.-

L'article 82 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 82.- Toute personne qui interviendra pour une société anonyme dans un acte où les prescriptions des alinéas 1er et 3 de l'article 81 ne seraient pas remplies, pourra, suivant les circonstances, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société En cas d'exagération du capital énoncé en méconnaissance de l'alinéa 2 du même article, le tiers aura ... (la suite comme au projet) ...".

Article 26.-

L'article 114 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 114. Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanés des sociétés en commandite par actions doivent contenir :

.../...

1° la raison sociale, accompagnée de la dénomination sociale si la société en a une;

2° la mention "société en commandite par actions", reproduite lisiblement et en toutes lettres;

3° l'indication précise du siège social;

4° les mots "registre du commerce" ou "handelsregister", ou les initiales "R.C." ou "H.R.", accompagnés de l'indication du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social, et suivis du numéro d'immatriculation.

Si les pièces indiquées à l'alinéa 1er mentionnent le capital social, celui-ci devra être le capital libéré tel qu'il résulte du dernier bilan. Si celui-ci fait apparaître que ce capital libéré n'est plus intact, mention doit être faite de l'actif net, tel qu'il résulte du dernier bilan.

Tout changement du siège social est publié aux annexes du Moniteur belge par les soins du gérant. Les sanctions prévues à l'article 82 sont applicables à toute personne qui interviendra pour la société dans un acte où ces prescriptions ne seraient pas respectées".

Article 27.-

L'article 123 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 123. Nonobstant ...

Les fondateurs et, en cas d'augmentation du capital social, les gérants sont tenus solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire:

1° ...

...

5°... de la libération ... souscripteurs en vertu du 4°;

6° ...

Ceux qui ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 28.-

L'article 130 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 130. A moins ... (dans le texte néerlandais, il faut lire : "kan iedere zaakvoerder" au lieu de "kunnen de zaakvoerders").

Chaque gérant .. (dans le texte néerlandais, il faut lire "jegens derden en in rechte").

Les restrictions ...

Toutefois, les ... dans les conditions prévues par l'article 10bis.

La société ... (la suite comme au projet) ...".

Article 29.-

L'article 138 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 138. Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanés des sociétés de personnes à responsabilité limitée doivent contenir :

1° la dénomination sociale;

2° la mention "société de personnes à responsabilité limitée", reproduite lisiblement et en toutes lettres;

3° l'indication précise du siège social;

4° les mots "registre du commerce" ou "handelsregister" ou les initiales "R.C." ou "H.R.", accompagnés de l'indication du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social, et suivis du numéro d'immatriculation.

Si les pièces indiquées à l'alinéa 1er mentionnent le capital social, celui-ci devra être le capital libéré tel qu'il résulte du dernier bilan. Si celui-ci fait apparaître que ce capital libéré n'est plus intact, mention doit être faite de l'actif net, tel qu'il résulte du dernier bilan.

Tout changement du siège social est publié aux annexes du Moniteur belge par les soins des gérants".

Article 30.-

Un article 138bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

.../...

"Article 138bis.- Toute personne qui interviendra pour une société de personnes à responsabilité limitée dans un acte où les prescriptions des alinéas 1er et 3 de l'article précédent ne seront pas remplies, pourra, suivant les circonstances, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société.

En cas d'exagération du capital énoncé en méconnaissance de l'alinéa 2 du même article, le tiers aura le droit de réclamer de cette personne, à défaut de la société, une somme suffisante pour qu'il soit dans la même situation que si le capital énoncé avait été le capital libéré.

Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société , la signature des gérants et autres agents doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent".

Article 31.-

Dans l'article 170 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 23 février 1967, les alinéas 3 à 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"L'acte de transformation .. conformément à l'article 9, § 1er, alinéa 1er, et § 2, et à l'article 10. L'acte de transformation ... selon les distinctions établies par les articles 6 et 7.

Les mandats ... conditions prévues à l'article 9, §§ 2 et 3.

La transformation ...conditions prévues à l'article 10bis".

.../...

Article 32.-

L'article 172 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 23 février 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 172. Les associés ... (la suite comme au projet , sauf à omettre au 5°, dans le texte néerlandais, la mention de l'article 119)".

Article 33.-

A l'article 173 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 23 février 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "En cas de transformation ... conformément à l'article 10bis";

2° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : "En cas de transformation ... conformément à l'article 10bis (la suite comme au projet) ...".

Article 34.-

L'article 179 , alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Article 35.-

L'article 194, alinéa 6, des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

"Toutes actions ... (la suite comme au projet)...".

.../...

Article 36.-

Dans l'article 201 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 1er décembre 1953, 30 juin 1961 et 23 février 1967, est inséré un 3°quater, rédigé comme suit :

"3°quater. Les gérants ou administrateurs qui n'auront pas soumis à l'assemblée générale, dans les douze mois ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 37.-

L'article 204, 2°, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"2° Les gérants ... (la suite comme au projet) ...".

Article 38.-

L'article 214 des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Article 39.-

Dans l'article 256 de l'arrêté royal n°64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par la loi du 14 août 1947, les mots "par les articles 10 et 198" sont remplacés par les mots "par les articles 9 et 198".

Article 40.-

Un article 280bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 280bis.- Sont exemptées du droit d'expédition et du droit de recherche les copies intégrales ou partielles des documents déposés au service du registre du commerce, par application de l'article 9 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935".

Article 41.-

L'article 1128 du Code judiciaire est complété par la disposition suivante :

"La tierce opposition formée contre une décision judiciaire prononçant soit la nullité d'une société anonyme, d'une société de personnes à responsabilité limitée ou d'une société en commandite par actions, soit la nullité d'une modification conventionnelle aux actes de ces sociétés, n'est plus recevable après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publication de la décision judiciaire, faite conformément à l'article 12, § 1er, 4°, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935".

Article 42.-

Jusqu'à la mise en vigueur des dispositions de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, relatives à l'organisation et à la compétence des

.../...

tribunaux de commerce, le greffe du tribunal de première instance remplace le greffe du tribunal de commerce, pour les actes à effectuer à ce greffe, dans les arrondissements judiciaires où le tribunal civil exerce la juridiction consulaire.

Article 43.-

La présente loi entre en vigueur ...

Toutefois, le dépôt du texte intégral des statuts dans une rédaction mise à jour, prévu par l'article 12bis, 3°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sera exigé pour la première fois que lors de la prochaine modification des statuts ou, à défaut, pour le 31 décembre 1970 au plus tard.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De richtlijn 68/151 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 9 maart 1968 (Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen van 14 maart 1968) voert, op grond van artikel 54, § 3, g, van het Verdrag van Rome, maatregelen in "strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 58 van het verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden, zulks ten einde die waarborgen gelijkwaardig te maken".

Die maatregelen zijn evenwel beperkt :

a) ten aanzien van België, tot de volgende vennootschapsvormen : de naamloze vennootschap, de commanditaire vennootschap op aandelen en de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid (artikel 1);

b) voor deze drie vennootschapsvormen, tot drie materies : de verplichte openbaarmaking, op een welbepaalde wijze en met welbepaalde gevolgen, van de akten van de vennootschap en van haar betreffende gegevens (artikelen 2 tot 6), de rechtsgeldigheid van de verbintenissen van de vennootschap (artikelen 7 tot 9), en de beperkende regeling van de oorzaken en gevolgen van de nietigheid van de vennootschap (artikelen 10 tot 12).

Het ontwerp heeft ongetwijfeld tot doel, zoals uit het opschrift blijkt, de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan die richtlijn aan te passen.

.../...

In talrijke bepalingen doet het ontwerp echter meer dan die wetten gewoon aanpassen,ofwel door de in de richtlijn voorgeschreven maatregelen tot alle vennootschapsvormen uit te breiden,ofwel door zaken te regelen die met de richtlijn niets uitstaande hebben.

Zo bepaalt het ontwerp dat alle vormen van vennootschappen vallen onder de regeling voor het neerleggen, in een ten name van elke vennootschap door de diensten van het handelsregister aangelegd dossier (nieuw artikel 10, § 2), van alle akten, ook andere dan in de richtlijn bepaald, die krachtens de gecoördineerde wetten ter griffie neergelegd of openbaar gemaakt moeten worden (nieuw artikel 12). Het past ook op alle soorten van vennootschappen toe, de artikelen 7 en 8 van de richtlijn betreffende de rechtsgeldigheid van de ten name van de vennootschap aangegane verbintenissen alsook de bepalingen van de richtlijn betreffende de nietigheid van de vennootschap, behalve wat de oorzaken van nietigheid betreft.

Behalve hetgeen in de richtlijn is voorgeschreven, wijzigt het ontwerp ook de bepalingen van de gecoördineerde wetten betreffende :

1° de bekendmaking van de benoeming en het aftreden van de vereffenaars (nieuw artikel 12, § 1, 3°);

2° het misdrijf dat bestaat in het niet openbaar maken van de vennootschapsrekeningen in de coöperatieve vennootschappen (nieuw artikel 201, 3°, quater);

3° de uitbreiding van de bevoegdheden van de raad van beheer van de naamloze vennootschappen (nieuw artikel 54) en van de zaakvoerders van de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid (nieuw artikel 130).

.../...

In verband met deze laatste uitbreiding, zegt de memorie van toelichting (onder het opschrift : "Artikel 9 van de richtlijn") dat het ontwerp reeds aanleunt "bij de teksten van het voorontwerp van wet betreffende de hervorming van de handelsvennootschappen". De Raad van State heeft geen kennis van die teksten en vermoedt dat het ontwerp zich daardoor ook zal hebben laten leiden voor de overige bepalingen die niets uitstaande hebben met het eigenlijke onderwerp van de richtlijn. Het Parlement zal moeten oordelen of het niet verkieslijk is die zaken te behandelen zonder ze los te maken van het globaal onderzoek van het algemeen ontwerp tot hervorming van de vennootschappen waarin zij normaal een plaats zouden krijgen; de maatregelen welke het thans zou invoeren, zouden immers misschien moeten worden herzien om in overeenstemming te worden gebracht met die welke het Parlement zou bepalen naar aanleiding van het globaal ontwerp.

II.

Het ontwerp beperkt zich overigens niet tot het wijzigen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. In menig opzicht handelt het over aangelegenheden die verband houden met de wetten en besluiten betreffende het handelsregister; alleen al ter wille van een behoorlijke coördinatie van de bestuurswerking, zou het ontwerp mede voorgedragen en ondertekend moeten worden door de Minister van Middenstand, op wiens voordracht ook de wetten van 3 juli 1956 en 16 augustus 1963 alsook het coördinatiebesluit van 20 juli 1964 en het koninklijk uitvoeringsbesluit van 18 augustus 1964 werden vastgesteld.

.../...

De richtlijn bepaalt dat hetzij bij een centraal register, hetzij bij een handelsregister of vennootschapsregister voor elk der aldaar ingeschreven vennootschappen een dossier wordt aangelegd. Alle akten en gegevens die krachtens artikel 2 van de richtlijn openbaar dienen te worden gemaakt, worden in het dossier opgenomen en een afschrift ervan moet kunnen worden verkregen (artikel 3, §§ 1 tot 3). Bovendien moeten zij, hetzij in hun geheel of in uittreksel, hetzij door een mededeling omtrent het opnemen van het document in het dossier, volgens de keuze van de Lid-Staat, in een nationaal publikatieblad bekendgemaakt worden en in beginsel kunnen zij alleen na die bekendmaking aan derden worden tegengeworpen, terwijl de aldus bekendgemaakte tekst hun bovendien niet kan worden tegengeworpen indien hij niet overeenstemt met de in het dossier opgenomen tekst (artikel 3, §§ 4 tot 6). Op de brieven en orders moeten onder meer de volgende gegevens worden vermeld : het register waarbij het dossier is aangelegd, alsook het nummer waaronder de vennootschap in dit register is ingeschreven (artikel 4).

Het ontwerp maakt gebruik van de bestaande inrichting van het handelsregister voor het bijhouden van het voorgeschreven dossier (nieuw artikel 10, § 2, en artikel 12 van het ontwerp) en geeft dat register dus een nieuwe opdracht; in het algemeen handhaaft het de huidige wijze van bekendmaking in het geheel of bij uittreksel in de bijlagen van het Staatsblad.

A. De richtlijn verklaart de coördinatiemaatregelen welke zij voorschrijft, van toepassing op de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften van de Lid-Staten "die betrekking hebben op vennootschappen van de volgende rechtsvorm" (artikel 1), zonder een onderscheid te

.../...

maken volgens het doel van de vennootschap, dat al dan niet commercieel kan zijn.

Artikel 58, tweede lid, van het Verdrag van Rome, waarnaar artikel 54, § 3, g (op grond waarvan de richtlijn is vastgesteld) verwijst, bepaalt trouwens dat "onder vennootschappen worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht ...".

De richtlijn is dus niet alleen van toepassing op de handelsvennootschappen maar ook op de burgerlijke vennootschappen met handelsvorm. Het ontwerp bevestigt trouwens die toepassing doordat het geen wijziging aanbrengt in artikel 212 van de gecoördineerde wetten, volgens hetwelk "de vennootschappen wier voorwerp van burgerrechtelijke aard is, zonder dit karakter te verliezen, de vormen der vennootschappen van koophandel kunnen aannemen, mits zij zich gedragen naar de bepalingen" van genoemde wetten.

Met uitzondering van de vennootschappen met handelsvorm die de uitoefening van een ambachtsbedrijvigheid tot doel hebben en welke artikel 3 van de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister als handelsvennootschappen beschouwt voor de toepassing van de wetten op het handelsregister, zijn de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, niet onderworpen aan de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964. Die wetten beogen immers alleen de inschrijving "van een handelaar" (artikelen 1 en 2) en elke natuurlijke of rechtspersoon die voornemens is door het exploiteren, hetzij van een hoofdinrichting hetzij van een bijkantoor, een "handelswerkzaamheid" uit te oefenen (artikel 4), terwijl iedere Belgische "handelsvennootschap" bovendien moet worden

.../...

ingeschreven in het handelsregister van de rechtbank binnen welker rechtsgebied haar maatschappelijke zetel is gevestigd (artikel 6). Ook artikel 9 doelt alleen op de opgaaf van een "handelsvennootschap", die een "handelswerkzaamheid" uitoefent (artikel 9, 4°, 7° en 8°). De inschrijving in het handelsregister is overigens, behoudens tegenbewijs, een vermoeden van de hoedanigheid van handelaar (artikel 3).

Zo wijzigt het ontwerp, althans stilzwijgend, de wetten en besluiten betreffende het handelsregister, door in zekere mate de toepassing ervan uit te breiden tot burgerlijke vennootschappen. Als het ontwerp niet bedoelt ze aan die wetten te onderwerpen, zal het verwarring stichten : de burgerlijke vennootschappen opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap, een commanditaire vennootschap op aandelen of een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, zullen onderscheidenlijk krachtens de nieuwe artikelen 81, 114 en 138 gehouden zijn "in al de akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen en andere stukken" die van hen uitgaan de woorden "Handelsregister" of "Registre du commerce" te vermelden "gevolgd door de vermelding van de zetel van de rechtbank van het gebied waarin de vennootschap haar zetel heeft en door het inschrijvingsnummer". Zo zullen derden menen dat het gaat om een handelsvennootschap en dat zij zich mogen beroepen op het in artikel 3 van de gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister bedoelde vermoeden van de hoedanigheid van handelaar, met alle gevolgen van dien.

Het is op zijn minst twijfelachtig dat men om die verwarring uit de weg te gaan, een register van burgerlijke vennootschappen met handelsvorm en met eigen inschrijvingen zal kunnen invoeren dat onderscheiden is

.../...

van het handelsregister; artikel 3, § 1, van de richtlijn lijkt nochtans maar één register te aanvaarden waar de dossiers worden bijgehouden; zeer praktisch zou die oplossing overigens niet zijn.

Een andere oplossing zou erin bestaan, als handelsvennootschap, alleen voor de toepassing van sommige bepalingen van de wetten betreffende het handelsregister, te beschouwen iedere vennootschap, zelfs indien zij een burgerrechtelijk doel heeft, zodra zij een van de vormen van een handelsvennootschap aanneemt. Dat sluit echter opnieuw in dat die wetten worden gewijzigd en dat sommige van hun bepalingen evenals van de uitvoeringsbesluiten worden gewijzigd, onder meer met betrekking tot de op te geven werkzaamheden en de lijst der benamingen die door de Koning zal worden vastgesteld (artikelen 9 en 10 van genoemde wetten).

Dat zou ook het geval zijn in een drastische oplossing die door menig auteur wordt voorgesteld en misschien overwogen is in het voorontwerp van wet tot hervorming van de handelsvennootschappen, en die erin zou bestaan iedere in de vorm van een handelsvennootschap opgerichte vennootschap in alle opzichten als een handelsvennootschap te beschouwen, ongeacht haar doel. Die oplossing lijkt echter alleen maar mogelijk als het vennootschapsstelsel in zijn geheel wordt herzien en zal ook aanleiding geven tot een wijziging van de wetten en besluiten betreffende het handelsregister.

Welke oplossing ook wordt gekozen, voor een wijziging van die wetten en dus ook van de uitvoeringsbesluiten zal de Minister van Middenstand moeten optreden.

.../...

B. In andere opzichten leidt het ontwerp tot een dualiteit of tot een mogelijke verwarring tussen het stelsel dat het organiseert en de bepalingen van de wetten en besluiten betreffende het handelsregister.

1) Zoals reeds gezegd is, leggen de nieuwe artikelen 81, 114 en 138 aan de daarin bedoelde vennootschappen de verplichting op in alle van hen uitgaande stukken het woord "Handelsregister" te vermelden, gevolgd door de vermelding van de zetel van de rechtbank van het gebied waarin de vennootschap haar zetel heeft en door het inschrijvingsnummer.

Artikel 39 van de wetten betreffende het handelsregister legt daarentegen, op straf van het bepaalde in artikel 49, de verplichting op hetzelfde woord te vermelden "met opgave van de zetel van de rechtbank der inrichting en van het inschrijvingsnummer". Een inschrijving moet overigens worden gevraagd in het register van het rechtsgebied van elke inrichting, filiaal of bijkantoor (artikel 4) en van het rechtsgebied waar de maatschappelijke zetel gevestigd is (artikel 6).

Ofschoon de memorie van toelichting (onder het opschrift "Artikel 4 van de richtlijn") laat vermoeden dat dit niet meer het geval zal zijn, voorziet de tekst zelf van het ontwerp niet in de opheffing van die artikelen 39 en 49, die trouwens een andere werkingssfeer hebben met een bepaald nut voor de werkzaamheid van de inrichtingen met verscheidene vestigingen, zodat in beginsel beide categorieën van bepalingen wel naast elkaar kunnen bestaan. In bepaalde gevallen zullen dan in de akten twee verschillende inschrijvingsnummers moeten worden opgegeven : het nummer van de zetel van de vennootschap en dat van de in een ander rechtsgebied gelegen inrichting.

.../...

2) De richtlijn laat de keuze, wat de bekendmaking van de in het dossier opgenomen akten in het nationaal publikatieblad betreft, tussen bekendmaking van de akten en gegevens "in hun geheel", "in uittreksel", of "door een mededeling omtrent het opnemen". Het ontwerp heeft gekozen voor de bekendmaking in extenso of, soms, bij uittreksel.

In zijn advies van 28 oktober 1964 over de ontwerprichtlijn (Publikatieblad E.G. van 27 november 1964, 3.245/64), heeft het Economisch en Sociaal Comité erop gewezen dat "wanneer de deponering verplicht is, zij een volledige openbaarmaking in de courant, welke extra kosten met zich brengt, overbodig maakt; deze zou beter kunnen worden vervangen door de publikatie van een kort bericht met een verwijzing naar de verrichte deponering" (Publikatieblad E.G.3.253/64). Belanghebbenden kunnen immers tegen betaling van de administratiekosten afschrift verkrijgen van de neergelegde akten en stukken waarvan de tekst het, in geval van tegenstrijdigheid, zal halen op de openbaar gemaakte tekst. Het zou dus mogelijk geweest zijn de regels inzake bekendmaking in de bijlagen van het Staatsblad te verlichten, welke bekendmaking bezwarend zal zijn voor de kleine ondernemingen en voor de administratieve diensten, bij zover dat overwogen wordt de termijn voor bekendmaking in de bijlagen van het Staatsblad van tien op vijftien dagen te brengen, terwijl hij zou kunnen worden ingekort door het stelsel van openbaarmaking bij wege van mededeling.

Wat er ook moge zijn van deze keuze, welke geacht wordt in overeenstemming te zijn met het standpunt dat zal worden ingenomen door het voorontwerp tot hervorming van de handelsvennootschappen, maar waarover bij het algemeen onderzoek van dat ontwerp betwisting zou kunnen rijzen,

.../...

vastgesteld wordt dat het gecombineerd stelsel van de regelen betreffende het handelsregister en van de bekendmaking de aanvang van de werkzaamheden van een vennootschap nodeloos vertraagt.

De opgaaf van inschrijving van een vennootschap in het handelsregister moet immers ook de datum en het nummer vermelden van de bijlagen van het Staatsblad waarin de statuten en de eventuele statuutwijzigingen zijn bekendgemaakt (artikel 9, 3°, van de gecoördineerde wetten); volgens de wet moet de griffier ieder formulier waarop die vermeldingen ontbreken, weigeren (artikel 23). En krachtens artikel 39 mag, vóór die inschrijving, geen stuk van de vennootschap uitgaan, onder de strafbepalingen van artikel 45. De statuten zullen nochtans worden neergelegd in het dossier dat krachtens de richtlijn aangelegd is op de griffie welke voor die bekendmaking instaat en afschrift ervan zal aan ieder belanghebbende kunnen worden afgegeven, zelfs vóór de bekendmaking. Het ware praktischer de wetten op het handelsregister, wat die punten betreft, te wijzigen door de inschrijving en dus ook het geven van een nummer toe te staan zodra het formulier en de statuten die in het dossier moeten worden opgenomen ter griffie worden bezorgd. Op die wijze zou de vennootschap haar werkzaamheden onmiddellijk kunnen beginnen, met dien verstande dat de diensten van het handelsregister, die de bijlagen van het Staatsblad ontvangen, zelf het formulier zouden aanvullen met de datum en het nummer van bekendmaking van de akten of uittrekselsuit akten.

Dezelfde opmerkingen gelden voor de wijziging van het ingeschrevene die noodzakelijk wordt gemaakt door een wijziging waarvan de bekendmaking in de bijlagen van het Staatsblad is voorgeschreven door de wetten op de handelsvennootschappen (artikelen 14, derde lid, en 17 van de wetten betreffende het handelsregister).

.../...

Door voor te schrijven dat de akten moeten worden neergelegd op de griffie van het rechtsgebied waar de zetel van de vennootschap zich bevindt, maakt het ontwerp een eind aan het recht dat artikel 14, tweede lid, van de wetten op het handelsregister verleent aan de handelaar die zich heeft laten inschrijven in verschillende griffies, om zijn aanvraag tot wijziging van het ingeschrevene tot slechts een van die griffies te richten.

III.

Het ontwerp zou ook voorgedragen en medeondertekend moeten worden door de Minister van Financiën, aangezien het een wijziging in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten nodig maakt.

Artikel 3, § 3, van de richtlijn bepaalt dat volledig of gedeeltelijk afschrift van elke akte of van elk gegeven in het dossier opgenomen, op schriftelijke aanvraag moet kunnen worden verkregen zonder dat "de kosten van dit afschrift de administratiekosten mogen overschrijden".

Terwijl het huidige artikel 10, vijfde lid, van de wetten op de handelsvennootschappen bepaalt dat afschriften worden afgegeven "mits betaling van de griffierechten", stelt het nieuwe artikel 10, § 2, tweede lid, dat afschrift van de in het dossier neergelegde stukken kan worden verkregen "zonder andere betaling dan de griffiekosten". Het ontwerp volgt hierin de richtlijn, die, door te bepalen dat de kosten de "administratiekosten" niet mogen overschrijden, de heffing van een eigenlijke belasting op de afgifte van het afschrift uitsluit.

.../...

Het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten vestigt "onder de benaming van griffierecht" (artikel 268) een belasting op bepaalde verrichtingen, onder meer een expeditierecht, dat verschilt naar gelang van de gerechten (hetgeen er eens te meer op wijst dat het hier gaat om een belasting die losstaat van de administratiekosten), op "de in de griffie afgeleverde uitgiften, afschriften of uittreksels", met inbegrip van die van de akten betreffende de uitvoering van de wet op het handelsregister (artikelen 268, 1°, 271, 272 en 280), alsook een recht voor het opzoeken van akten (artikel 276).

Het is derhalve nodig een uitdrukkelijke bepaling te wijden aan de vrijstelling van die griffierechten (cfr. artikel 40 van de door de Raad van State voorgestelde tekst), tenzij de Koning gemachtigd wordt om het tarief van de kosten voor afgifte van afschriften vast te stellen (artikel 4, § 3, van dezelfde tekst).

ONDERZOEK VAN DE TEKST VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Zoals reeds gezegd is, beperkt het ontwerp er zich niet toe, de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan te passen aan de richtlijn; het overigens zeer lange opschrift is een te enge weergave van de strekking van het ontwerp.

Gelet op de ruime strekking van het ontwerp, wordt voorgesteld het opschrift als volgt te lezen :
"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving op de handelsvennootschappen".

.../...

Algemene inkleding.

Op de artikelen 2 (aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek in verband met derdenverzet) en 3 (vaststelling van de datum van inwerkingtreding) na, zijn alle bepalingen van het ontwerp samengebracht in artikel 1, dat onderverdeeld is in 25 paragrafen die, soms zeer uitvoerig, een aantal artikelen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen vervangen of aanvullen.

Voor de duidelijkheid van de tekst verdient het aanbeveling het ontwerp in artikelen liever dan in paragrafen te splitsen.

De memorie van toelichting commentarieert zeer duidelijk de bepalingen van het ontwerp en volgt daarbij de volgorde van de richtlijn om de nadruk te leggen op de door die richtlijn verlangde aanpassingen en op de verruiming welke het daaraan geeft. In menig geval hebben de aanpassingen en verruimingen van eenzelfde artikel van de richtlijn zeer verschillende bepalingen van het ontwerp beïnvloed.

Dit advies onderzoekt de artikelen van het ontwerp volgens hun volgorde. Het eindigt met een algemeen tekstvoorstel waarnaar het zal verwijzen.

Artikel 1 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

De huidige tekst van artikel 4 van de gecoördineerde wetten luidt :

"De vennootschap onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting en de samenwerkende vennootschappen worden, op straffe van nietigheid, aangegaan bij bijzondere, openbare of

.../...

onderhandse akten, waarbij, in het laatste geval, artikel 1325 van het Burgerlijk Wetboek dient te worden nageleefd. Voor de samenwerkende vennootschappen volstaan twee originelen.

De naamloze vennootschap, de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en de vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandelen worden, op straffe van nietigheid, opgericht bij openbare akten.

Deze gronden van nietigheid kunnen echter door de vennoten niet aan derden worden tegengeworpen; onder de vennoten oefenen zij eerst hare werking uit met ingang van de dag waarop het verzoek om ze te doen uitspreken werd ingediend".

Artikel 1 van het Regeringsontwerp heft het tweede lid op, hetwelk overeenkomt met artikel 10 van de richtlijn betreffende de authentieke vorm van de drie vennootschapstypes waarop de richtlijn van toepassing is.

Na die opheffing, neemt § 2 van hetzelfde artikel van het ontwerp in een nieuw artikel 4bis van de gecoördineerde wetten de tekst over welke § 1 opheft.

Het is niet duidelijk welk belang het kan hebben twee alinea's in twee artikelen te splitsen.

Het is dan ook voldoende te voorzien in de opheffing van artikel 4, derde lid, van de gecoördineerde wetten, betreffende de huidige regeling inzake nietigheid, die niet meer beantwoordt aan de voorschriften van de richtlijn die door het ontwerp tot alle vennootschappen worden uitgebreid.

.../...

Artikelen 2 en 3 van de voorgestelde tekst.

De openbaarmaking van de vennootschapsakten is in de gecoördineerde wetten op een weinig rationele manier geregeld. De artikelen 6 tot 8 hebben onderscheidenlijk betrekking op de bij uittreksel bekend te maken akten, de veranderlijke vermeldingen en de ondertekening van die uittreksels. Artikel 9 handelt over de in hun geheel bekend te maken oprichtingsakten en doelt onder meer op die van de coöperatieve vennootschap, zonder dat de tekst wijst op een door artikel 6 opgelegde beperking voor het geval dat de leden hoofdelijk en onbeperkt aansprakelijk zijn.

De Raad van State stelt voor, deze artikelen in een logischer volgorde te brengen.

Het nieuwe artikel 6 van de gecoördineerde wetten (artikel 2 van de voorgestelde tekst) heeft betrekking op de oprichtingsakten die in hun geheel bekendgemaakt moeten worden. Het neemt het huidige artikel 9 van die wetten over en sluit iedere dubbelzinnigheid uit wat de coöperatieve vennootschappen betreft.

Het nieuwe artikel 7 van genoemde wetten (artikel 3 van de voorgestelde tekst) heeft betrekking op de bij uittreksel bekend te maken akten en op de vermeldingen welke die uittreksels moeten bevatten naar gelang van de rechtsvorm van de bedoelde vennootschappen.

Het huidige artikel 8 van bedoelde wetten, betreffende de ondertekening van de uittreksels, blijft onveranderd.

.../...

Artikel 4 van de voorgestelde tekst.

Het is nodig de in het nieuwe artikel 10 van het Regeringsontwerp behandelde stof in te delen en een onderscheid te maken tussen de bepalingen die onderscheidenlijk betrekking hebben op het neerleggen van de akten, de bekendmaking en de mogelijkheid ze tegen derden in te roepen.

Over het neerleggen van de akten wordt gehandeld in het voorgestelde nieuw artikel 9.

In tegenstelling met het Regeringsontwerp (artikel 10, § 1, eerste lid), is de vermelding van de "burgerlijke rechtbank die de rechtsmacht in handelszaken uitoefent" geschrapt omwille van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtbanken van koophandel. Artikel 42 van de voorgestelde tekst zal de burgerlijke rechtbank zitting houdende in handelszaken gelijkstellen met de rechtbank van koophandel tot die bepalingen in werking worden gesteld.

*

* *

.../...

Artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

"De zetel van de hoven en rechtbanken, alsmede hun rechtsgebied, zijn vastgesteld in de artikelen 1 tot 6 van het bijvoegsel bij dit wetboek.

De Koning kan de kamers van een hof van beroep, van een arbeidshof, van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank, van een rechtbank van koophandel of van een politierechtbank verdelen in twee of meer afdelingen.

De Koning bepaalt het gebied binnen hetwelk elke afdeling haar rechtsmacht naar de regels van de territoirale bevoegdheid uitoefent, alsmede de plaats waar zij zitting houdt en haar griffie heeft.

Een bijzondere wet stelt de personeelsformatie van hoven en rechtbanken vast".

Zodra die tekst van kracht zal zijn, kan het gebeuren dat de griffie van de rechtbank van koophandel, zonder dat de zetel van een vennootschap naar een andere plaats wordt overgebracht, verplaatst wordt indien de Koning de kamers van de rechtbank van koophandel over twee plaatsen verdeelt.

De vestiging van de zetel en van de griffie van een afdeling van de rechtbank van koophandel zal, naar alle waarschijnlijkheid, gevolgen hebben wat de inschrijving in het handelsregister betreft.

Het ontworpen artikel 10, § 1, moet gezien worden in het licht van de eveneens ontworpen artikelen 81, 114 en 138. Die drie bepalingen eisen immers "de vermelding van de

.../...

zetel van de rechtbank van het gebied waarin de vennootschap haar zetel heeft".

*

* *

Het voorgestelde artikel 9 bepaalt in § 1 welke akten moeten worden neergelegd en gaat hierbij uit van het nieuwe artikel 10, § 1.

Opdat de tekst betreffende het neerleggen van de verslagen van de bedrijfsrevisoren op zichzelf duidelijk zou zijn, is een verwijzing toegevoegd naar de artikelen 107 (commanditaire vennootschap op aandelen) en 120bis (personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid).

Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 9 neemt de woorden "overeenkomstig de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister", welke voorkomen in het nieuwe artikel 10, § 2, niet over. Die wetten voorzien immers niet in het aanleggen van een zodanig dossier, dat alleen is voorgeschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964, vastgesteld ter uitvoering van die wetten. Hier moge worden verwezen naar de algemene opmerkingen in verband met de vraag of een uitdrukkelijke wijziging van die wetten nodig is.

Artikel 5 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel heeft betrekking op de vormen van bekendmaking voorgeschreven in een nieuw artikel 10 van de gecoördineerde wetten, dat overeenkomt met artikel 10, § 2, van het Regeringsontwerp.

.../...

Die tekst neemt uit het huidige artikel 10 de bepaling over, welke voorziet in de toezending van de bijlagen van het Staatsblad aan de griffies van de hoven en rechtbanken, waar eenieder er inzage kan van nemen. In feite is die bepaling in onbruik geraakt. Thans worden die stukken praktisch nog alleen gezonden aan de griffies van enkele gerechten, waarvoor de Minister van Justitie abonnementen heeft genomen. Gelet op de volledigheid van de dossiers die in de regeling van het ontwerp door de dienst van het handelsregister zullen worden bijgehouden, wordt voorgesteld een zo weinig toegepaste bepaling niet over te nemen.

Artikel 6 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel neemt, met enige vormwijziging, in een nieuw artikel 10bis de bepalingen van artikel 10, § 4, van het Regeringsontwerp over, die betrekking hebben op de mogelijkheid akten tegen derden in te roepen.

Artikel 7 van de voorgestelde tekst.

Artikel 1, § 4, van het Regeringsontwerp schrapt in het huidige artikel 11 van de gecoördineerde wetten het laatste gedeelte dat betrekking heeft op de onmogelijkheid een niet bekendgemaakte akte tegen derden in te roepen, waarover het vorig artikel handelt.

Het laat dus in dat artikel het eerste en het tweede lid bestaan. Die bepalingen stelden echter een fiscale geldboete in die door het bestuur der registratie kon worden gevorderd. Sedertdien zijn zij opgeheven door artikel 290 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratierechten en vervangen door de artikelen 256 en 258, die in dat

.../...

Wetboek voorkomen onder hoofdstuk XIX van titel I "Speciale geldboete wegens late neerlegging van aan bekendmaking onderworpen akten van vennootschap". De voorgestelde tekst laat derhalve het eerste en het tweede lid van artikel 11 vervallen.

In artikel 256 van eerdervermeld Wetboek dient de verwijzing naar artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 9 van diezelfde wetten. Daarin voorziet artikel 39 van de voorgestelde tekst. Die wijziging vergt een optreden van de Minister van Financiën.

Artikel 8 van de voorgestelde tekst.

De voorgestelde tekst laat het slot van artikel 11bis, dat in het Regeringsontwerp onder artikel 1, § 5, staat, weg. De verwijzing naar de nieuwe artikelen 13quater en quinquies betreffende de nietigheid van de vennootschap is ondienstig, want de nietigheid zal alleen betrekking hebben op de wijziging bij overeenkomst.

In de voorgestelde tekst staat de regeling inzake nietigheid onder artikel 16 (nieuw artikel 13quater, § 3).

Artikelen 9 tot 12 van de voorgestelde tekst.

Het nieuwe artikel 1 van de gecoördineerde wetten beslaat in het Regeringsontwerp (artikel 1, § 6) vier paragrafen. Deze worden in de door de Raad van State voorgestelde tekst (artikelen 9 tot 12) de artikelen 12, 12bis, 12ter en 12quater.

.../...

In overleg met de gemachtigde ambtenaar, is in het nieuwe artikel 12, § 1, 4°, nader bepaald dat de rechterlijke beslissing maar openbaar zal worden gemaakt als zij in kracht van gewijsde gegaan of bij voorraad uitvoerbaar is. Het bepaalde in 4°, a, is bovendien uitgebreid tot de beslissingen die een statuutwijziging vernietigen. Duidelijkheidshalve en ondanks artikel 107 van de gecoördineerde wetten, is melding gemaakt van de commanditaire vennootschappen op aandelen.

Paragraaf 2, 2° en 3°, van het nieuwe artikel 12 van het Regeringsontwerp (voorgesteld artikel 12bis) voldoet aan de in artikel 3, § 2, van de richtlijn opgelegde verplichting om "alle akten en alle gegevens die krachtens artikel 2 openbaar gemaakt dienen te worden" in het dossier op te nemen. Krachtens dat artikel 2 moeten openbaar worden gemaakt :

"b) de (statuut)wijzigingen ...;

c) na elke wijziging in de oprichtingsakte of de statuten de volledige bijgewerkte tekst van de gewijzigde akte".

Maar artikel 3 van de richtlijn bepaalt ook in § 4 dat de in § 2 bedoelde akten en gegevens in het nationaal publikatieblad bekendgemaakt moeten worden, hetzij in hun geheel of in uittreksel, hetzij door een mededeling omtrent het opnemen van het document in het dossier. Het Regeringsontwerp beantwoordt niet aan dit voorschrift omdat het alleen de neerlegging van die akten en niet hun bekendmaking, zelfs door een mededeling, beveelt. Wegens de uitdrukkelijke tekst van eerdervermelde artikelen 2, § 1, b en c, en 3, § 2 en § 4, zou het ontwerp dus op dat punt moeten worden aangevuld, hoe onbelangrijk ook moge lijken de vermelding betreffende de wijzigingen van bepalingen die niet bij uittreksel moeten worden bekendgemaakt of de bijgewerkte redactie van reeds in hun geheel of bij uittreksel bekendgemaakte teksten.

.../...

Het voorgestelde artikel 12bis vermeldt onder 3°, nauwkeurigheidshalve, ook de commanditaire vennootschap op aandelen.

Artikelen 13, 14 en 15 van de voorgestelde tekst.

Deze artikelen behoeven geen commentaar (cfr. de nieuwe artikelen 13, 13bis en 13ter in het Regeringsontwerp).

Artikel 16 van de voorgestelde tekst.

Om de tekst bevattelijker te maken is de volgorde van de artikelen 13quater en 13quinquies omgekeerd. In § 2 van het voorgestelde artikel 13quater zijn de woorden "ook niet bij wege van exceptie" toegevoegd ten gevolge van een door de gemachtigde ambtenaar verstrekte toelichting.

Artikelen 17 tot 22 van de voorgestelde tekst.

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Artikel 23 van de voorgestelde tekst.

De verwijzing in het huidige artikel 80, eerste lid, van de gecoördineerde wetten naar artikel 10 van diezelfde wetten moet aan de voorgestelde tekst aangepast en vervangen worden door een verwijzing naar het nieuwe artikel 12 (meer bepaald 12, § 1, 1°) van dezelfde wetten, zoals het volgt uit artikel 9 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

.../...

Artikel 24 van de voorgestelde tekst.

Het eerste lid van het nieuwe artikel 81 (artikel 1, § 13, van het ontwerp) is naar de vorm gewijzigd. In verband met de tekst onder 4° moge worden verwezen naar de "Algemene opmerkingen" (sub II, voornamelijk B, 1) van dit advies.

In de tweede volzin van het tweede lid legt de voorgestelde tekst er de nadruk op, dat het in het ontwerp bedoelde "kapitaal" het volgestort kapitaal is, en bepaalt nader wat, in de geest van het ontwerp, moet worden vermeld als uit de laatste balans blijkt dat het kapitaal "niet meer gaaf is".

Artikel 25 van de voorgestelde tekst.

Zowel uit de huidige als uit de ontwerp-tekst (artikel 1, § 14) van artikel 82 van de gecoördineerde wetten blijkt dat de in de eerste volzin bepaalde sanctie geen toepassing vindt "in geval van overdrijving in de opgave van het kapitaal", welk geval speciaal bedoeld is in de tweede volzin. De voorgestelde tekst doet het te maken onderscheid nadrukkelijk uitkomen.

Artikel 6 van de richtlijn schrijft voor dat de Lid-Staten "passende sancties vaststellen ingeval ... de in artikel 4 bedoelde verplichte gegevens op de zakelijke geschriften ontbreken". Bedoeld wordt de vermelding van het register en van het inschrijvingsnummer. Het is zeer de vraag of de persoon die tussenkomt in een akte waarin die vermelding mocht ontbreken in overtreding van artikel 81, eerste lid, in de praktijk "naar omstandigheden"

.../...

"verantwoordelijk kan worden verklaard voor de daarin door de vennootschap aangegane verbintenissen". Kan hier dan worden gesproken van een passende sanctie ? Artikel 49 van de wetten betreffende het handelsregister stelt straf op het weglaten van het nummer van het handelsregister van de inrichting (maar niet van dat van de zetel van de vennootschap). Worden die wetten niet gewijzigd, dan zal het dus geen toepassing vinden op de miskenning van het nieuwe artikel 81, eerste lid.

Leemte in het ontwerp in verband met artikel 110 van de gecoördineerde wetten.

Het ontwerp laat na op de commanditaire vennootschappen op aandelen de voorschriften toe te passen welke artikel 9 van de richtlijn bevat in verband met de rechtshandelingen die door hun organen buiten het eigenlijke vennootschapsdoel worden verricht, en in verband met de onmogelijkheid om de statutaire beperkingen van hun bevoegdheid tegen derden in te roepen.

Het is andermaal zeer de vraag of door de algemene toepassing van artikel 107 tot de zaakvoerders van die vennootschappen zouden kunnen worden uitgebreid de wijzigingen welke het ontwerp in de nieuwe artikelen 54, 63 en 63bis aanbrengt in het stelsel van de naamloze vennootschappen, terwijl artikel 110 blijft bepalen : : "met het beheer der vennootschap zijn vennoten belast door de statuten aangewezen en welker rechten insgelijks door de statuten vastgesteld zijn".

Het ontwerp zou dus op dat punt moeten worden aangevuld in de lijn welke de memorie van toelichting aangeeft onder het opschrift "Artikel 9 van de richtlijn".

.../...

Artikel 26 van de voorgestelde tekst.

Het nieuwe artikel 114 (artikel 1, § 15, van het ontwerp) van de gecoördineerde wetten herhaalt, mutatis mutandis, voor de commanditaire vennootschappen op aandelen, de regelen van artikel 89 met betrekking tot de naamloze vennootschappen. Hier geldt dezelfde commentaar als voor het voorgestelde artikel 24.

Het lijkt te betwijfelen of, zoals het ontwerp bedoelt (memorie van toelichting onder het opschrift "Artikel 6 van de richtlijn", tweede lid), artikel 107 op zichzelf voldoende is om de in artikel 82 opgelegde sancties voor het nalaten van de vermeldingen welke artikel 81 voorschrijft voor de stukken die uitgaan van naamloze vennootschappen (onder meer de vermelding "naamloze vennootschap") toepasselijk te verklaren op de commanditaire vennootschappen op aandelen.

Waar het ontwerp "voor meer klaarheid en ondanks artikel 107" (memorie van toelichting onder het opschrift "Het tweede lid van artikel 4 van de richtlijn"), in het nieuwe artikel 114 dezelfde teksten invoegt als in artikel 81, behoren, om dezelfde redenen, ook de sancties van artikel 82 tot dat artikel te worden uitgebreid.

Artikel 27 van de voorgestelde tekst.

Afgezien van de vormwijzigingen die worden aangebracht in het nieuwe artikel 123 (artikel 1, § 16, van het ontwerp), moet worden vastgesteld dat het ontwerp geen sanctie voorziet voor het geval dat, in tegenstelling met artikel 119, tweede lid, (dat ongewijzigd blijft), de man en de vrouw vennoten mochten zijn in een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid in afwijking van de

.../...

"verschillende bepalingen van het (Burgerlijk) Wetboek betreffende de overeenkomsten tussen echtgenoten", meer bepaald de huwelijkscontracten.

Het is zeer de vraag of artikel 11, 2, b, van de richtlijn door tot de gevallen van nietigheid het geval te rekenen waarin "het werkelijke doel van de vennootschap" ongeoorloofd is of strijdig met de openbare orde, aan die woorden een andere betekenis heeft willen gevan dan aan de woorden "doel van de vennootschap" en "vennootschapsdoel" , welke onderscheidenlijk gebruikt zijn onder c van hetzelfde artikel 11, 2°, en in artikel 9, § 1. De Regering identificeert ze trouwens door in het nieuwe artikel 13ter, eerste lid, 3°, van de Franse tekst te werken met de woorden "objet social" in plaats van met de woorden "objet de la société". Door in het nieuwe artikel 123, 6°, de in het huidige artikel 123, 4°, voorkomende verwijzing naar "de nietigheid der vennootschap, wegens niet naleving der artikelen 4, 118, 119" weg te laten, schijnt het ontwerp dus op grond van de richtlijn de nietigheid uit te sluiten van de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid waarin twee echtgenoten zouden optreden met schending van hun huwelijkscontract. Het stelt echter geen andere sanctie in de plaats.

De weglating van artikel 118 in de huidige tekst van artikel 123, 4°, lijkt eveneens zo te moeten worden uitgelegd dat zij voortaan de nietigheid uitsluit van de vennootschap die, in strijd met artikel 118, "verzekering, kapitalisatie of spaarverrichtingen tot doel mocht hebben". Artikel 11 van de richtlijn rekent nochtans tot de gevallen waartoe de nietigheid voortaan beperkt is het geval waarin "het werkelijke doel van de vennootschap ongeoorloofd is of strijdig met de openbare orde", en het nieuwe artikel 13ter bevestigt die nietigheid. Het in

.../...

artikel 118 opgelegde verbod maakt echter, voor de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, ongeoorloofd een doel dat gericht is op verzekering, kapitalisatie en spaarverrichtingen. De memorie van toelichting zegt niet om welke redenen de nietigheid in dat geval door het ontwerp onrechtstreeks wordt uitgesloten. Ook hier stelt het geen andere sanctie in de plaats.

Artikel 28 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel brengt alleen vormwijzigingen aan in het nieuwe artikel 130 (artikel 1, § 17, van het ontwerp).

Artikelen 29 en 30 van de voorgestelde tekst.

Het nieuwe artikel 138 (artikel 1, § 18, van het ontwerp) is gesplitst in twee artikelen die onderscheidenlijk betrekking hebben op de in de documenten aan te brengen vermeldingen en op de sancties op het verzuimen daarvan, zoals in de artikelen 81 en 82 is gedaan voor naamloze vennootschappen.

Artikelen 31 tot 37 van de voorgestelde tekst.

Deze artikelen brengen alleen vormwijzigingen aan in de §§ 19 tot 25 van artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 38 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel heft artikel 214 van de gecoördineerde wetten op, hetwelk geen toepassing meer vindt.

.../...

Artikelen 39 en 40 van de voorgestelde tekst.

De verantwoording voor deze artikelen is onderscheidenlijk gegeven in de commentaar op het voorgestelde artikel 8 en in de "Algemene opmerkingen" (sub III) van dit advies.

Artikel 41 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 42 van de voorgestelde tekst.

Deze bepaling is besproken bij de behandeling van het voorgestelde artikel 4.

Artikel 43 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel stemt overeen met artikel 3 van het ontwerp. Om voor de hand liggende redenen is de datum van 11 september 1969 er niet in overgenomen.

.../...

DOOR DE RAAD VAN STATE VOORGESTELDE TEKST.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETGEVING BETREFFENDE DE HANDELSVENNOOTSCHAPPEN.

...

...

Artikel 1.-

Artikel 4, derde lid, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, wordt opgeheven.

Artikel 2.-

Artikel 6 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6.- De akten van naamloze vennootschappen, commanditaire vennootschappen op aandelen en andere coöperatieve vennootschappen dan de coöperatieve vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte aansprakelijkheid der leden, worden in hun geheel op kosten van de belanghebbenden bekendgemaakt.

De bij die akten gevoegde authentieke of onderhandse lastgevingen hoeven niet te worden bekendgemaakt".

Artikel 3.-

Artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.

§ 1. De akten van vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting, coöperatieve vennootschappen met hoofdelijke

.../...

en onbeperkte aansprakelijkheid der leden en personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, worden bij uittreksel op kosten van de belanghebbenden bekendgemaakt.

§ 2. Voor de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam en bij wijze van eenvoudige geldschieting bevat het uittreksel :

1° de juiste opgave ...;

2° de handelsnaam...;

3° de opgave van de vennoten...;

4° de aanwijzing der ...waarden;

5° de nauwkeurige opgave van de geldschieters...;

6° het tijdstip waarop de vennootschap...

§ 3. Voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en voor de coöperatieve vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte aansprakelijkheid der leden bevat het uittreksel :

1° de juiste opgave ...;

2° de handelsnaam...;

3° de zetel van de vennootschap;

4° het doel van de vennootschap;

5° het bedrag ...;

6° de wijze waarop...;

7° het tijdstip waarop de vennootschap...;

8° de opgave van de personen...;

9° de aanvang ...;

10° desvoorkomend, dag...".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 9 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9.§1.Bij de dienst van het handelsregister gehouden op de griffie van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied de vennootschap haar zetel heeft, worden, binnen vijftien dagen na de datum van de definitieve akten, de volgende stukken neergelegd :

1° voor de naamloze vennootschappen en de commanditaire vennootschappen op aandelen, twee uitgiften van de akten, waarvan een voor de bekendmaking bestemd is;

2° voor de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, een uitgifte van de akte alsook een uittreksel dat voor de bekendmaking bestemd is;

3° voor de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting en de coöperatieve vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte aansprakelijkheid der leden, een uitgifte of een dubbel van de akten en een uittreksel dat voor de bekendmaking bestemd is;

4° voor de andere coöperatieve vennootschappen dan die met hoofdelijke en onbeperkte aansprakelijkheid der leden, twee uitgiften of twee dubbels van de akten, waarvan een voor de bekendmaking bestemd is.

.../...

De authentieke of onderhandse lastgevingen, gevoegd bij de in het eerste lid bedoelde akten, alsook de verslagen van de bedrijfsrevisoren voorgeschreven in de artikelen 29bis, 34, 107 en 120bis, worden, in origineel of in uitgifte, neergelegd samen met de akten waarop zij betrekking hebben.

Voor de neergelegde stukken wordt een ontvangstbewijs afgegeven.

§ 2. De overeenkomstig § 1 neergelegde en niet voor de bekendmaking bestemde stukken worden opgenomen in een dossier dat voor elke vennootschap wordt aangelegd door de dienst van het handelsregister.

Eenieder kan kosteloos inzage nemen van de neergelegde stukken en er, zelfs op schriftelijke aanvraag, een volledig of gedeeltelijk afschrift van verkrijgen zonder andere betaling dan die van de kosten voor afgifte van het gevraagde afschrift, met uitsluiting van iedere fiscale heffing.

De afschriften worden voor eensluidend gewaarmerkt, tenzij de aanvrager te kennen geeft hierop geen prijs te stellen.

§ 3. De Koning bepaalt de vormen en voorwaarden inzake neerlegging alsook het tarief van de kosten voor afgifte van de afschriften.

Artikel 5.-

Artikel 10 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 26 juni 1947 en bij de wet van 30 juni 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. De bekendmaking heeft plaats in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad; zij moet worden gedaan binnen tien dagen na de neerlegging op straffe van schadevergoeding ten laste van de ambtenaren aan wie het verzuim of de vertraging te wijten is.

.../...

De Koning stelt de vormen en voorwaarden inzake bekendmaking vast en bepaalt welke ambtenaren belast zijn met het ontvangen en verzenden van de akten".

Artikel 6.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 10bis._ De akten of uittreksels van akten kunnen tegen derden eerst worden ingeroepen vanaf de dag van hun bekendmaking in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, tenzij de vennootschap aantoont dat die derden er vroeger kennis van droegen.

Derden kunnen zich niettemin beroepen op akten of uittreksels die nog niet bekendgemaakt zijn.

Met betrekking tot handelingen die verricht zijn vóór de zestiende dag na die waarop ze zijn bekendgemaakt, kunnen deze akten of uittreksels van akten niet worden ingeroepen tegen derden die aantonen dat zij er onmogelijk kennis van hebben kunnen dragen.

In geval van tegenstrijdigheid tussen de neergelegde tekst en die welke in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is, kan deze laatste niet worden ingeroepen tegen derden. Deze kunnen er zich echter wel op beroepen, tenzij de vennootschap aantoont dat zij kennis droegen van de neergelegde tekst".

.../...

Artikel 7.-

Artikel 11 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11. Iedere rechtsvordering ingesteld door een vennootschap waarvan de oprichtingsakte niet overeenkomstig de vorige artikelen in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, is onontvankelijk".

Artikel 8.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 11bis. Iedere wijziging bij overeenkomst in de vennootschapsakten moet, op straffe van nietigheid, worden aangebracht in de vorm die voor de akte van oprichting van de vennootschap vereist is".

Artikel 9.-

Artikel 12 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 12. § 1. Overeenkomstig de vorige artikelen worden neergelegd en bekendgemaakt :

1° de akten die krachtens de wet in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt;

2° de akten die verandering aanbrengen in de bepalingen waarvoor de wet neerlegging en bekendmaking voorschrijft;

3° de akten die de wijze van vereffening en de bevoegdheden van de vereffenaars bepalen, als die bevoegdheden niet uitdrukkelijk en uitsluitend in de wet of de statuten bepaald zijn;

.../...

4° het uittreksel van de in kracht van gewijsde gegane of bij voorraad uitvoerbare rechterlijke beslissing waarbij de ontbinding of de nietigheid van de vennootschap of de nietigheid van de statuutwijzigingen wordt uitgesproken; dat uittreksel moet vermelden :

a) de handelsnaam of de benaming en de zetel van de vennootschap;

b) de datum van de beslissing en de rechter die ze heeft gewezen;

c) in voorkomend geval, naam, voornamen en adres van de vereffenaars.

§ 2. In een door de bevoegde organen van de vennootschap ondertekende verklaring worden vermeld :

1° de benoeming en het aftreden van :

a) de beheerders, zaakvoerders en commissarissen, van de naamloze vennootschappen, van de commanditaire vennootschappen op aandelen en van de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid;

b) de personen aan wie in de naamloze vennootschappen het dagelijks bestuur is opgedragen;

c) de vereffenaars in de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid;

2° de ontbinding van de vennootschap wegens afloop van haar termijn of om een andere reden;

3° het overlijden van een der onder 1° vermelde personen.

Die verklaringen worden neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de vorige artikelen".

.../...

Artikel 10.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 12bis._ Bij de dienst van het handelsregister gehouden op de griffie van de rechtbank van koophandel, worden overeenkomstig artikel 9, § 1, neergelegd :

1° de akten die krachtens deze wetten op de griffie van de rechtbank van koophandel moeten worden neergelegd;

2° de akten tot wijziging van de oprichtingsakte van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet bij uittreksel in de bijlagen van het Belgisch Staatsbla moeten worden bekendgemaakt;

3° na iedere wijziging van de statuten van een naamloze vennootschap, van een commanditaire vennootschap op aandelen of van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, de volledige bijgewerkte tekst van de statuten".

Artikel 11.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 12ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 12ter._ De doorhaling van de inschrijving van de vennootschap in het handelsregister wordt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt overeenkomstig artikel 10, eerste lid".

Artikel 12.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 12quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 12quater. De akten en stukken waarvan de bekendmaking is voorgeschreven in de artikelen 12 tot 12ter, kunnen tegen derden worden ingeroepen onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis".

.../...

Artikel 13.-

Artikel 13 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Door de vervulling ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 14.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13bis._ Zij die, voor een vennootschap in oprichting en vooraleer deze rechtspersoonlijkheid heeft verkregen, in enigerlei hoedanigheid, zelfs door zich sterk te maken of als waarnemer van eens anders zaak, een verbintenis hebben aangegaan, zijn, tenzij anders werd overeengekomen, daarvoor persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 15.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 13ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13ter._ De nietigheid van een ...uitgesproken worden :

1° wanneer de oprichtingsakte niet in de authentieke vorm is opgemaakt;

2° wanneer in die akte elk gegeven ontbreekt aangaande de benaming van de vennootschap, het doel van de vennootschap, de inbreng of het bedrag van het geplaatste kapitaal;

3° ...(zoals in het ontwerp)...;

4° ...(zoals in het ontwerp)...;

Indien de bepalingen van de oprichtingsakte .... (voorts zoals in het ontwerp)...".

.../...

Artikel 16.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 13quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13quater. § 1. De nietigheid van een vennootschap met rechtspersoonlijkheid moet bij een rechterlijke beslissing worden uitgesproken.

Die nietigheid heeft uitwerking te rekenen van de dag waarop ze is uitgesproken.

Tegen derden kan zij echter maar worden ingeroepen vanaf de bekendmaking van de beslissing voorgeschreven in artikel 12, § 1, 4°, en onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis.

§ 2. De nietigheid wegens vormgebrek, op grond van artikel 4 of van artikel 13ter, eerste lid, 1° of 2°, van een vennootschap met rechtspersoonlijkheid kan door de vennootschap of door een vennoot tegen derden niet worden ingeroepen, ook niet bij wege van exceptie, tenzij ze is vastgesteld in een overeenkomstig § 1 bekendgemaakte rechterlijke beslissing.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn van toepassing op de nietigheid van de wijzigingen bij overeenkomst in de vennootschapsakten aangebracht overeenkomstig artikel 11bis".

Artikel 17.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 13quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13quinquies. De overeenkomstig ...

De nietigheid doet op zichzelf geen afbreuk ....

.../...

De rechtbanken ...(voorts zoals in het ontwerp, artikel 13sexies, maar in het derde lid leze men : de vereffenaars)...".

Artikel 18.-

Artikel 35, 4°, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor de vergoeding van de schade ....(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 19.-

Artikel 54 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 54. De raad .....

Hij vertegenwoordigt de vennootschap jegens derden en in rechte als eiser of als verweerder.

Beperkingen ....

De statuten kunnen echter ....onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 20.-

Artikel 63 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 63. Het dagelijks bestuur ...

Hun benoeming ...onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis.

De aansprakelijkheid ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

.../...

Artikel 21.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 63bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 63bis._ De vennootschap ...(voorts zoals in het ontwerp...".

Artikel 22.-

In artikel 72, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "bij artikel 10 voorzien" vervangen door "bepaald in de artikelen 9 en 10".

Artikel 23.-

In artikel 80, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 14 maart 1968, worden de woorden "in artikel 10" vervangen door "in artikel 12".

Artikel 24.-

Artikel 81 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 81. Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van naamloze vennootschappen moeten vermelden :

1° de benaming van de vennootschap;

2° de vermelding "naamloze vennootschap", leesbaar en voluit geschreven onmiddellijk voor of achter de naam van de vennootschap;

3° de nauwkeurige aanwijzing van de zetel van de vennootschap;

4° de woorden "handelsregister" of "registre du commerce" of de initialen "H.R." of "R.C.", samen met de vermelding van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied de vennootschap haar zetel heeft, gevolgd door het inschrijvingsnummer.

.../...

Indien de in het eerste lid genoemde stukken het kapitaal van de vennootschap vermelden, moet dit het volgens de laatste balans gestorte kapitaal zijn. Blijkt daaruit dat het gestorte kapitaal niet meer gaaf is, dan moet melding worden gemaakt van het netto actief zoals dit uit de jongste balans blijkt.

Iedere verandering van de zetel van de vennootschap wordt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door toedoen van de beheerders".

Artikel 25.-

Artikel 82 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen ;

"Artikel 82. Eenieder die voor een naamloze vennootschap tussenkomt in een akte waarin aan de voorschriften van het eerste en het derde lid van artikel 81 niet is voldaan, kan naar omstandigheden persoonlijk aansprakelijk worden gesteld voor de daarin door de vennootschap aangegane verbintenissen. In geval van overdrijving in de opgave van het kapitaal met miskenning van het tweede lid van hetzelfde artikel, heeft de derde het recht ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 26.-

Artikel 114 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 114._ Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van commanditaire vennootschappen op aandelen moeten vermelden :

.../...

1° de handelsnaam, samen met de benaming van de vennootschap indien zij er een heeft;

2° de vermelding "commanditaire vennootschap op aandelen", leesbaar en voluit geschreven;

3° de nauwkeurige aanwijzing van de zetel van de vennootschap;

4° de woorden "handelsregister" of "registre du commerce" of de initialen "H.R." of "R.C.", samen met de vermelding van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied de vennootschap haar zetel heeft, gevolgd door het inschrijvingsnummer.

Indien de in het eerste lid genoemde stukken het kapitaal van de vennootschap vermelden, moet dit het volgens de laatste balans gestorte kapitaal zijn. Blijkt daaruit dat het gestorte kapitaal niet meer gaaf is, dan moet melding worden gemaakt van het netto actief zoals dit uit de jongste balans blijkt.

Iedere verandering van de zetel van de vennootschap wordt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door toedoen van de zaakvoerder. De sancties bepaald in artikel 82 zijn van toepassing op eenieder die voor de vennootschap tussenkomt in een akte waarin aan die voorschriften niet is voldaan".

Artikel 27.-

Artikel 123 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 123.- Zij die ...

De oprichters en, in geval van verhoging van het kapitaal van de vennootschap, ...

.../...

1° ...

...

5° tot daadwerkelijke storting ... waarvoor zij overeenkomstig 4° geacht worden inschrijvers te zijn;

6° ....

Zij die ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 28.-

Artikel 130 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 130.- Tenzij ...kan iedere zaakvoerder ...

Iedere zaakvoerder vertegenwoordigt de vennootschap jegens derden en in rechte ...

Elke beperking ...

De statuten ...kan tegen derden worden ingeroepen onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis.

De vennootschap ...(voorts zoals in het ontwerp)...

Artikel 29.-

Artikel 138 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 138. Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid moeten vermelden :

1° de benaming van de vennootschap;

2° de vermelding "personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid", leesbaar en voluit geschreven;

3° de nauwkeurige aanwijzing van de zetel van de vennootschap;

.../...

4° de woorden "handelsregister" of "registre du commerce" of de initialen "H.R." of R.C.", samen met de vermelding van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied de vennootschap haar zetel heeft, gevolgd door het inschrijvingsnummer.

Indien de in het eerste lid genoemde stukken het kapitaal van de vennootschap vermelden, moet dit het volgens de laatste balans gestorte kapitaal zijn. Blijkt daaruit dat het gestorte kapitaal niet meer gaaf is, dan moet melding worden gemaakt van het netto actief zoals dit uit de jongste balans blijkt.

Iedere verandering van de zetel van de vennootschap wordt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door toedoen van de zaakvoerders".

Artikel 30.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 138bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 138bis. Eenieder die voor een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid tussenkomt in een akte waarin aan de voorschriften van het eerste en het derde lid van het vorige artikel niet is voldaan, kan,naar omstandigheden, persoonlijk aansprakelijk worden gesteld voor de daarin door de vennootschap aangegane verbintenissen.

In geval van overdrijving in de opgave van het kapitaal met miskenning van het tweede lid van hetzelfde artikel, heeft de derde het recht, van die persoon, bij gebreke van de vennootschap, een voldoende bedrag te vorderen ten einde te worden gesteld in de toestand waarin hij zich zou hebben bevonden indien het opgegeven kapitaal het gestorte kapitaal was geweest.

.../...

In alle akten waarbij de aansprakelijkheid van de vennootschap is betrokken, moet de handtekening van de zaakvoerders en de andere agenten onmiddellijk worden voorafgegaan of gevolgd door de vermelding van de hoedanigheid krachtens welke zij optreden".

Artikel 31.-

In artikel 170 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 23 februari 1967, worden het derde, vierde en vijfde lid door de volgende bepalingen vervangen :

"De akte van omvorming ...overeenkomstig artikel 9, § 1, eerste lid, en § 2, en artikel 10. De akte van omvorming ... naar het onderscheid gemaakt in de artikelen 6 en 7.

De lastgevingen ...onder de voorwaarden bepaald in artikel 9, §§ 2 en 3.

De omvorming ...onder de voorwaarden bepaald in artikel 10bis".

Artikel 32.-

Artikel 172 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 23 februari 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 172.- De vennoten ...(voorts zoals in het ontwerp, maar in de tekst onder 5° schrappe men de vermelding van artikel 119)...".

.../...

Artikel 33.-

In artikel 173 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 23 februari 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "In geval van omvorming ... overeenkomstig artikel 10bis";

2° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "In geval van omvorming ... overeenkomstig artikel 10bis ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 34.-

Artikel 179, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Artikel 35.-

Artikel 194, zesde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Alle rechtsvorderingen ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 36.-

In artikel 201 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 1 december 1953, 30 juni 1961 en 23 februari 1967, wordt een 3°quater ingevoegd, luidend als volgt :

"3°quater. De zaakvoerders of beheerders die binnen twaalf maanden na de afsluiting van het boekjaar de balans en de winst- en verliesrekening niet aan de algemene vergadering hebben voorgelegd".

Artikel 37.-

Artikel 204, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2°. De zaakvoerders ...(voorts zoals in het ontwerp)...".

.../...

Artikel 38.-

Artikel 214 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Artikel 39.-

In artikel 256 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden "bij de artikelen 10 en 198" vervangen door "bij de artikelen 9 en 198".

Artikel 40.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 280bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 280bis. Van het expeditierecht en van het opzoekingsrecht worden vrijgesteld de volledige of gedeeltelijke afschriften van de stukken die bij de dienst van het handelsregister zijn neergelegd op grond van artikel 9 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

Artikel 41.-

Artikel 1128 van het Gerechtelijk Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Derdenverzet tegen een rechterlijke beslissing tot nietig verklaring van een naamloze vennootschap, een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een commanditaire vennootschap op aandelen of tot nietig verklaring van een wijziging bij overeenkomst van de akten van die vennootschappen, is niet meer ontvankelijk na het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen van de bekendmaking van de rechterlijke beslissing, gedaan overeenkomstig artikel 12, § 1, 4°, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

.../...

Artikel 42.-

Tot de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek,betreffende de organisatie en de bevoegdheid van de rechtbanken van koophandel, treedt de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in de plaats van de griffie van de rechtbank van koophandel, voor de op die griffie te verrichten handelingen, in de gerechtelijke arrondissementen waar de burgerlijke rechtbank handelszaken berecht.

Artikel 43.-

Deze wet treedt in werking ...

Neerlegging van de volledige bijgewerkte tekst van de statuten als bedoeld in artikel 12bis, 3°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt slechts voor het eerst vereist bij de eerstvolgende statuutwijziging of, bij gebreke daarvan, uiterlijk tegen 31 december 1970.

---

a chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
ssieurs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
e Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
adame :			
evrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
essieurs :	R. PIRSON,	assesseurs de la	
e Heren :		section de législation,	
	F. RIGAUX,	bijzitters van de	
		afdeling wetgeving,	
adame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier.
evrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté ar M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. DE KOSTER. (s) G. VAN BUNNEN.